

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

**CE DOCUMENT CONTIENT UNE EXIGENCE DE
SÉCURITÉ**

Title - Sujet Entretien-Avertisseur d'incendie	
Solicitation No. - N° de l'invitation EJ195-113186/A	Date 2012-07-25
Client Reference No. - N° de référence du client 20113186	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FK-285-60902	
File No. - N° de dossier fk285.EJ195-113186	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-09-07	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Daly, Diane	Buyer Id - Id de l'acheteur fk285
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6948 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-3600
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Base de Hautes terres - bâtiments diverses - Avenue Canadair Ottawa K1A 0S5	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Maintenance & Professional Consulting Services Division
(FK)

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

3C2, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

DES CHANGEMENTS IMPORTANTS ONT ÉTÉ APPORTÉS À LA CLAUSE 2003 (2012-07-11) INSTRUCTIONS UNIFORMISÉES - BIENS OU SERVICES - BESOINS CONCURRENTIELS, ARTICLE 01 "CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - SOUMISSION".

PAR CONSÉQUENCE, EN VIGUEUR IMMÉDIATEMENT, LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT FOURNIR AVEC LEUR SOUMISSION, À LA DATE DE CLÔTURE DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER :

- A) LA LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DU SOUMISSIONNAIRE. (À L'ANNEXE C); ET**
- B) UN FORMULAIRE DE CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE (PWGSC-TPSGC 229) DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ, POUR CHACUN DES INDIVIDUS NOMMÉS DANS LA LISTE. (VOIR LE SPÉCIMEN DU FORMULAIRE À L'ANNEXE "D").**

LE CANADA DÉCLARERA UNE SOUMISSION NON RECEVABLE S'IL CONSTATE QUE LES RENSEIGNEMENTS EXIGÉS SONT MANQUANTS OU INEXACTS, OU QUE LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LES ATTESTATIONS SONT FAUX, À QUELQUE ÉGARD QUE CE SOIT.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Renseignements - Demande de soumissions
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Visite obligatoire des lieux

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions
 - Section I : Soumission technique
 - Section II : Soumission financière

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

- 5.1 **ATTESTATIONS POUR LE CODE DE CONDUITE - CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE**
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Renseignements obligatoires sur les employés aux fins de sécurité

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Énoncé des travaux
 - 7.1.1 Remplacement d'individus spécifiques
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
 - 7.2.1 Conditions générales
- 7.3 Exigences relatives à la sécurité
- 7.4. Durée du contrat
 - 7.4.1 Période du contrat
- 7.5 Responsables
 - 7.5.1 Autorité contractante
 - 7.5.2 Responsable technique
 - 7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

- 7.6 Paiement
 - 7.6.1 Limitation des dépenses
 - 7.6.2 Base de paiement
 - 7.6.3 Clauses du guide des CCUA
- 7.7 Instructions relatives à la facturation
- 7.8 Attestations
- 7.9 Lois applicables
- 7.10 Ordre de priorité des documents
- 7.11 Exigences en matière d'assurance
 - 7.11.1 Exigences en matière d'assurance
 - 7.11.2 Assurance de responsabilité civile commerciale
- 7.12 Téléphones cellulaires et/ou téléavertisseurs
- 7.13 Règlements concernant les emplacements du gouvernement
- 7.14 Réunion avant le début des travaux

Liste des annexes

- Annexe A Énoncé des travaux
- Annexe B Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- Annexe "C" Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire**
- Annexe "D" Specimen de formulaire**
- Annexe E Formulaire d'estimation des coûts pour les travaux supplémentaires

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions compte sept parties ainsi que des annexes comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions sur la façon de préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et le Formulaire d'estimation des coûts pour les travaux supplémentaires.

1.2 Sommaire

- (i) L'entrepreneur doit fournir des services de maintenance complets et préventifs, y compris toutes les échelles ainsi que tous les outils et services nécessaires (comme les inspections, les essais et le nettoyage), le transport, le kilométrage, le stationnement, les pièces de rechange ou de réparation et la main-d'œuvre nécessaires, pour l'équipement d'alarme incendie précisé dans la présente demande de soumission. Il doit aussi exécuter ces travaux consciencieusement et selon les règles de l'art, ainsi que conformément à l'Énoncé des travaux ci-joint à l'annexe « A ». L'entrepreneur doit également exécuter tous les travaux conformément à tous les codes, normes et règlements pertinents des divers paliers gouvernementaux (provinciaux/territoriaux, municipaux et fédéral). Ces travaux sont requis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) situé à la BFC Uplands, promenade Canadair, Ottawa (Ontario) K1A 0S5.

- (ii) **Temps de réponse obligatoire**

Comme il est décrit à l'**annexe A, Énoncé des travaux, EDT 3,6, appels d'urgence**, aux articles 1.4.3.1 et 1.4.3.2, les deux critères qui suivent sont des exigences obligatoires du contrat :

- (a) L'Entrepreneur doit fournir un service d'appel d'urgence, 24 heures par jour, 7 jours par semaine, et ce, pour la durée du contrat et sans supplément.

-
- (b) L'entrepreneur doit répondre à ces appels dans un délai de deux (2) heures et être sur place dans les deux (2) heures suivant la réception de tout appel d'urgence. Un technicien qualifié et désigné dans le contrat doit exécuter les travaux relatifs à ces appels et les travaux doivent se poursuivre sans interruption jusqu'à ce que le système soit de nouveau en bon état de fonctionnement.
- (iii) Tout contrat subséquent sera d'une durée de **cinq (5)** ans. Les services doivent être fournis conformément à l'Énoncé des travaux, joint à l'annexe A.
- (iv) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la partie 6, Exigences relatives à la sécurité, et la partie 7, Clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires devraient consulter le document intitulé « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) dans le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.
- (v) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie et de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou.

1.3 Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions précisées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-07-11) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

- Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : *cent vingt (120) jours.*

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Renseignements - Demande de soumissions

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **sept (7)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires doivent citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question. Ils doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec précision. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

2.5 Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux pour bien comprendre l'étendue des travaux requis et l'état des lieux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu le 20 août 2012, à 9 h. **Les soumissionnaires doivent se réunir à l'entrée principale du bâtiment 512 (Communications et sécurité), situé au 512, rue De Niverville Private, Ottawa (Ontario).** Ils doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard cinq (5) jours avant la visite prévue pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite.

Les soumissionnaires devront signer un formulaire de présence au début de la visite, faute de quoi leur proposition sera rejetée.

Tous les soumissionnaires qui souhaitent participer à la visite des lieux doivent porter des chaussures de sécurité. On vérifiera l'équipement de sécurité pour assurer la conformité à cette exigence. Les soumissionnaires qui ne porteront pas d'équipement de sécurité n'auront pas le droit de participer à la visite des lieux.

REMARQUE : La visite des lieux durera environ six heures (et peut se dérouler sur une période de deux jours). Veuillez consulter l'annexe « A » pour obtenir une liste des bâtiments qui feront partie de la visite des lieux.

Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera jugée irrecevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires présentent leur soumission (une copie papier) en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique; et

Section II : soumission financière

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

3.1.1 Présentation des pièces justificatives

Des pièces justificatives, comme cela est mentionné aux paragraphes 3.1.2, 3.1.3 et 3.1.4 ci-dessous, **DOIVENT** être incluses dans la proposition du soumissionnaire à la date de clôture de la demande de soumissions. Si le soumissionnaire ne fournit pas les pièces justificatives requises, il sera exclu du processus de soumission et sa proposition sera jugée irrecevable.

Les pièces justificatives fournies par le soumissionnaire pourront faire l'objet d'une vérification. TPSGC se réserve le droit de vérifier si les renseignements sont exacts et complets, et si les clients cités en références sont satisfaits des services reçus.

3.1.2 Documentation obligatoire sur les cartes et permis

Les employés proposés doivent détenir les cartes et les permis indiqués ci-dessous. Il est obligatoire que des copies valides des cartes et permis requis pour chaque technicien proposé soient jointes à la soumission. Si elles ne sont pas jointes à la soumission, cette dernière sera jugée non recevable.

Afin de réaliser les travaux dans le cadre de ce besoin, le technicien employé par l'entrepreneur doit posséder :

.1 Technicien de système d'alarme-incendie – Un (1) technicien possédant :

- un certificat valide de l'Association canadienne d'alarme-incendie (ACAI) ou de l'Electrical Contractors Association of Ontario (ECAO);
- un certificat/une carte valide sur l'accès à des espaces clos;
- un certificat/une carte valide sur les dispositifs antichute;
- un certificat/une carte valide de compétence en premiers soins/RCR;
- un certificat/une carte valide sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT);
- un certificat/une carte valide sur la sensibilisation aux pratiques de travail avec l'amiante.

.2 Technicien de gicleurs automatiques - Un (1) technicien possédant :

- un certificat valide de la Canadian Automatic Sprinkler Association (CASA);
- un certificat/une carte valide sur l'accès à des espaces clos;
- un certificat/une carte valide sur les dispositifs antichute;
- un certificat/une carte valide de compétence en premiers soins/RCR;
- un certificat/une carte valide sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT);
- un certificat/une carte valide sur la sensibilisation aux pratiques de travail avec l'amiante.

.3 Technicien en refoulement d'eau – Un (1) technicien possédant :

- un certificat valide d'une association reconnue, obtenu à la suite d'un cours sur la prévention des retours d'eau polluée traitant de l'essai de dispositifs antirefoulement;
 - un certificat/une carte valide sur l'accès à des espaces clos;
- un certificat/une carte valide sur les dispositifs antichute;
- un certificat/une carte valide de compétence en premiers soins/RCR;
- un certificat/une carte valide sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT);
- un certificat/une carte valide sur la sensibilisation aux pratiques de travail avec l'amiante.

Remarque : Le technicien nommé à l'article « Technicien de gicleurs automatiques » peut aussi être nommé à l'article « Technicien en refoulement d'eau », à condition qu'il possède les certifications exigées pour chaque catégorie.

.4 Documents de l'entreprise/organisationnels

- un certificat valide une preuve de validité (lettre de l'ULC) de compétence de niveau III ou IV des Laboratoires des assureurs du Canada (ULC) et un mot de passe des ULC;
- une lettre du fabricant d'équipement d'origine (FEO) indiquant que l'entreprise est un agent de service autorisé du FEO et qu'elle a accès à l'ensemble des composantes, des pièces, des logiciels, du matériel et des micrologiciels afin d'assurer la maintenance de tous les systèmes d'alarme-incendie et systèmes intégrés précisés à l'annexe « A », Énoncé des travaux;
- une lettre confirmant que le soumissionnaire a accès à toutes les procédures d'exploitation et de réglage du fabricant pour l'ensemble des composantes, des sous-systèmes, des systèmes, des systèmes intégrés et de l'équipement connexe précisés à l'annexe « A ».

3.1.3 Expérience et rendement antérieur obligatoires de l'employé

Pour effectuer les travaux requis dans le cadre de ce besoin, l'entrepreneur doit fournir les services de trois (3) techniciens qualifiés (un [1] technicien de système d'alarme-incendie, un [1] technicien de gicleurs automatiques et un [1] technicien en refoulement d'eau).

Le soumissionnaire doit démontrer que les techniciens proposés pour exécuter l'entretien de l'équipement d'alarme-incendie possèdent cinq (5) années d'expérience récente, et démontrer leur rendement antérieur en citant deux (2) projets/contrats similaires qui ont été réalisés de manière satisfaisante. Le soumissionnaire doit remplir le formulaire suivant pour chaque technicien qui effectuera des travaux dans le cadre de ce besoin afin de prouver qu'il possède l'expérience requise.

- Expérience récente : expérience acquise de mai 2007 jusqu'à la date de clôture inclusivement.
- Similaire : services d'entretien d'équipement d'alarme-incendie.

Si l'information pour l'un ou l'autre des techniciens ne peut être confirmée par les personnes-ressources du client citées dans la proposition, celle-ci sera jugée irrecevable. Si le soumissionnaire soumet plus de noms de techniciens qu'il est requis, seules les références de un (1) ou de deux (3) techniciens seront vérifiées. Les deux premiers techniciens indiqués dans la proposition seront considérés pour l'évaluation.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

NOM DU TECHNICIEN DU SYSTÈME D'ALARME-INCENDIE :

Nom de l'organisation ou de l'entreprise	Projet/contrat en référence n° 1 _____	Projet/contrat en référence n° 2 _____
Nom et titre de la personne-ressource du client qui peut confirmer l'information présentée dans la proposition	Nom : _____ Titre : _____	Nom : _____ Titre : _____
Téléphone et courriel de la personne-ressource	Numéro de téléphone : _____ Courriel : _____	Numéro de téléphone : _____ Courriel : _____
Période de rendement du projet ou du contrat (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) Au : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) Au : _____ (année-mois-jour)

NOM DU TECHNICIEN DE GICLEURS AUTOMATIQUES :

Nom de l'organisation ou de l'entreprise	Projet/contrat en référence n° 1 _____	Projet/contrat en référence n° 2 _____
Nom et titre de la personne-ressource du client qui peut confirmer l'information présentée dans la proposition	Nom : _____ Titre : _____	Nom : _____ Titre : _____
Téléphone et courriel de la personne-ressource	Numéro de téléphone : _____ Courriel : _____	Numéro de téléphone : _____ Courriel : _____
Période de rendement du projet ou du contrat (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) Au : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) Au : _____ (année-mois-jour)

NOM DU TECHNICIEN EN REFOULEMENT D'EAU :

Nom de l'organisation ou de l'entreprise	Projet/contrat en référence n° 1 _____	Projet/contrat en référence n° 2 _____
Nom et titre de la personne-ressource du client qui peut confirmer l'information présentée dans la proposition	Nom : _____ Titre : _____	Nom : _____ Titre : _____
Téléphone et courriel de la personne-ressource	Numéro de téléphone : _____ Courriel : _____	Numéro de téléphone : _____ Courriel : _____
Période de rendement du projet ou du contrat (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) Au : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) Au : _____ (année-mois-jour)

3.1.4 Obligatoire - Expérience et rendement antérieur de l'entrepreneur

Le soumissionnaire doit fournir la preuve de son expérience récente et de son rendement antérieur en citant en référence trois (3) projets/contrats similaires. Le soumissionnaire doit remplir le formulaire qui suit afin de prouver qu'il possède l'expérience requise.

- Expérience récente : expérience acquise de mai 2007 jusqu'à la date de clôture inclusivement.
- Similaire : service d'entretien complet d'équipement d'alarme-incendie.

Si l'information relative aux ne peut être confirmée par les personnes-ressources du client citées dans la proposition, celle-ci sera jugée irrecevable. Si le soumissionnaire présente un plus grand nombre de projets/contrats, seuls les trois (3) premiers projets/contrats mentionnés dans la proposition seront examinés aux fins d'évaluation.

	PROJET/CONTRAT EN RÉFÉRENCE N° 1	PROJET/CONTRAT EN RÉFÉRENCE N° 2	PROJET/CONTRAT EN RÉFÉRENCE N° 3
Nom de l'organisation ou de l'entreprise	Projet/contrat en référence n° 1 _____	Projet/contrat en référence n° 1 _____	Projet/contrat en référence n°1 _____
Nom et titre de la personne-ressource du client qui peut confirmer l'information présentée dans la proposition	Nom : _____ Titre : _____	Nom : _____ Titre : _____	Nom : _____ Titre : _____
Téléphone et courriel de la personne-ressource.	Numéro de téléphone : _____ Courriel : _____	Numéro de téléphone : _____ Courriel : _____	Numéro de téléphone : _____ Courriel : _____
Période de rendement du projet ou du contrat (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) Au : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) Au : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) Au : _____ (année-mois-jour)
Description du projet ou du contrat	_____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____	_____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____	_____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent indiquer leurs tarifs trimestriels fermes conformément au barème de prix ci-après. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. Dans le tableau, les prix fermes annuels (années 1 à 5) doivent figurer dans la colonne Prix ferme (les prix des années 1 à 5 sont calculés à partir des totaux sommaires calculés dans chaque tableau ci-dessous (bâtiments 1 à 15). Les tarifs trimestriels doivent être répartis **SEULEMENT** dans le tableau sommaire et ils correspondent aux montants dérivés du total annuel final des années 1 à 5. *Par exemple, si j'ai un montant pour l'année 1, j'inscrirais ce montant dans la colonne Prix ferme applicable à l'année 1, et ensuite, j'inscrirais dans la colonne Tarif trimestriel ferme le tarif pour le trimestre qui sera facturé pour le Prix ferme.*

L'exigence suivante DOIT être respectée à la lettre, à défaut de quoi la proposition du soumissionnaire sera jugée irrecevable.

Les soumissionnaires DOIVENT proposer des prix et tarifs fermes pour la période du contrat de cinq ans pour tous les éléments énumérés ci-dessous.

Barème de prix 1 – Prix ferme – Veuillez vous reporter aux tableaux sommaires respectifs de tous les bâtiments

Les prix fermes tout compris comprennent tous les coûts relatifs à la main-d'œuvre et aux outils, aux services, aux pièces de rechange et au matériel et tout autre coût connexe, conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.

Bâtiment 1 - Hangar 11, 190, rue Convair Private, Ottawa

Panneau d'alarme-incendie – Edwards Quickstart (Tableau 1.1)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
109	Détecteurs de chaleur thermovélocimétriques	\$	\$	\$	\$	\$
19	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
77	Détecteurs de chaleur thermostatiques	\$	\$	\$	\$	\$
17	Timbres	\$	\$	\$	\$	\$
15	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie – Edwards Quickstart	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 1.2)

Qté	Description		Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
18	Batteries	\$	\$	\$	\$	\$
50	Projecteurs montés à distance	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Système de protection incendie sous eau (Tableau 1.3)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
9	Armoires d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
1	Pièce de jonction double	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du système de protection incendie sous eau	\$	\$	\$	\$	\$

Tableau sommaire du bâtiment 1 - Hangar 11, 190, rue Convair Private, Ottawa (Tableaux 1.1+1.2+1.3)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le hangar 11			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 2 - Hangar 14, 250, rue Croil Private, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - Edwards EST 3 (Tableau 2.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
15	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
6	Détecteurs de fumée	\$	\$	\$	\$	\$
13	Détecteurs de chaleur thermovélocimétriques	\$	\$	\$	\$	\$
14	Klaxons	\$	\$	\$	\$	\$
62	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie – Edwards EST 3	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 2.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
24	Batteries	\$	\$	\$	\$	\$
60	Projecteurs	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Système de protection incendie sous eau (Tableau 2.3)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
20	Interrupteurs antisabotage	\$	\$	\$	\$	\$
13	Interrupteurs de débit	\$	\$	\$	\$	\$
4	Pressostats	\$	\$	\$	\$	\$
8	Armoires d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du système de protection incendie sous eau	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 2 - Hangar 14 – 250, rue Croil Private, Ottawa (Tableaux 2.1+2.2+2.3)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le hangar 14			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 3 - Hangar 16, 16, rue Spitfire Private, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - Edwards EST-3 (Tableau 3.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
43	Détecteurs de fumée	\$	\$	\$	\$	\$
46	Détecteurs de chaleur thermovélocimétriques	\$	\$	\$	\$	\$
12	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
15	Klaxons	\$	\$	\$	\$	\$
7	Dispositifs de signalisation visuelle	\$	\$	\$	\$	\$
2	Appareils combinés klaxon-stroboscope	\$	\$	\$	\$	\$
10	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
2	Détecteurs avec élément à température fixe (sans réarmement)	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie – Edwards EST- 3	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 3,2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
5	Batteries	\$	\$	\$	\$	\$
53	Projecteurs montés à distance	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Système de protection incendie sous eau (Tableau 3,3)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
2	Interrupteurs antisabotage	\$	\$	\$	\$	\$
2	Pressostats	\$	\$	\$	\$	\$
4	Armoires pour gicleurs	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du système de protection incendie sous eau	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 3 - Hangar 16, 16, rue Spitfire Private, Ottawa (Tableaux 3.1+3.2+3.3)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le hangar 16			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 4 - Bâtiment 337 - Église, 337, rue Breadner Private, Ottawa**Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 4.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
5	Appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Système de protection incendie sous eau (Tableau 4.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
1	Armoires d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
16	Projecteurs montés à distance	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du système de protection incendie sous eau	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 4 - Bâtiment 337 - Église, 337, rue Breadner Private, Ottawa (Tableaux 4.1+4.2)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 337 - Église			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 5: Bâtiment 346 – 346, rue Canadair Drive, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - Système Quickstart EST, n° de série 9800051 (Tableau 5.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
49	Détecteurs de fumée	\$	\$	\$	\$	\$
51	Détecteurs de chaleur thermovélocimétriques	\$	\$	\$	\$	\$
16	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
12	Klaxons	\$	\$	\$	\$	\$
1	Détecteurs avec élément à température fixe (sans réarmement)	\$	\$	\$	\$	\$
1	Détecteurs avec élément à température fixe (avec réarmement)	\$	\$	\$	\$	\$
6	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie - Système Quickstart EST	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 5.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
9	Batteries de secours	\$	\$	\$	\$	\$
10	Enseignes de sortie	\$	\$	\$	\$	\$
37	Projecteurs montés à distance	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Système de protection incendie sous eau (Tableau 5.3)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
6	Armoires d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du système de protection incendie sous eau	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 5 - Bâtiment 346 – 346, promenade Canadair, Ottawa (Tableaux 5.1+5.2+5.3)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 346			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 6: Bâtiment 347 – 260, rue Croil Private, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - Edwards Quickstart (Tableau 6.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
66	Détecteurs de fumée	\$	\$	\$	\$	\$
6	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
16	Détecteurs de chaleur thermovélocimétriques	\$	\$	\$	\$	\$
20	Klaxons	\$	\$	\$	\$	\$
2	Détecteurs de fumée en conduit	\$	\$	\$	\$	\$
15	Détecteurs de chaleur	\$	\$	\$	\$	\$
2	Timbres	\$	\$	\$	\$	\$
3	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
5	Avertisseurs d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
2	FVU	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie - système Edwards Quickstart	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 6.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
6	Batteries de secours	\$	\$	\$	\$	\$
14	Projecteurs montés à distance	\$	\$	\$	\$	\$
5	Batteries de secours 12V, 216 W	\$	\$	\$	\$	\$
1	Batteries de secours 12V, 150 W	\$	\$	\$	\$	\$
1	Batteries de secours 12V, 100 W	\$	\$	\$	\$	\$
2	Batteries de secours 6V, 72 W	\$	\$	\$	\$	\$
1	Batteries de secours 6V, 72 W	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Système de protection incendie sous eau (Tableau 6.3)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
3	Armoires d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du système de protection incendie sous eau	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Sommaire du bâtiment 6 : Bâtiment 347 – 260, rue Croil Private, Ottawa (Tableaux 6.1+6.2+6.3)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 347			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 7 : Bâtiment 351 Dépôt de bombes - 2074, chemin Alert, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - Potter PFC-3002T (Tableau 7.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
2	Panneau d'alarme-incendie	\$	\$	\$	\$	\$
2	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
3	Klaxons		\$	\$	\$	\$
2	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie - système Potter PFC	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 7 : 351, Dépôt de bombes - 2074, chemin Alert, Ottawa (Tableau 7.1)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 351, Dépôt de bombes			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Bâtiment : Bâtiment 8 : Bâtiment 368 - 368, chemin McGill, Ottawa**Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 8.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
2	Projecteurs montés à distance Lumacell RG 72	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 8 : Bâtiment 368 - 368, chemin McGill, Ottawa (Tableau 8.1)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 368			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 9 : Bâtiment 469, chemin DeNiverville, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - Edwards Quickstart (Tableau 9.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
7	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
9	Détecteurs de chaleur	\$	\$	\$	\$	\$
33	Détecteurs de fumée	\$	\$	\$	\$	\$
20	Timbres	\$	\$	\$	\$	\$
1	Détecteurs de fumée en conduit	\$	\$	\$	\$	\$
2	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie - système Edwards Quickstart	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 9.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
1	Appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 9 : Bâtiment 469, chemin De Niverville, Ottawa (Tableaux 9.1+9.2)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 469			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 10 : Bâtiment 471 - Centre de ressources familiales - 330, rue Croil Private, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - Edwards EST (Tableau 10.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
54	Détecteurs de fumée	\$	\$	\$	\$	\$
9	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
17	Timbres	\$	\$	\$	\$	\$
4	Détecteurs de chaleur thermovélocimétriques (avec réarmement)	\$	\$	\$	\$	\$
5	Détecteurs de chaleur thermostatiques (sans réarmement)	\$	\$	\$	\$	\$
7	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie - système Edwards EST	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 10.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
1	Batterie de secours de marque Lumacell	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 10 : Bâtiment 471 - Centre de ressources familiales - 330, rue Croil Private, Ottawa (Tableaux 10.1+10.2)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 471			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 11 - Bâtiment 475 - 475, promenade Canadair, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - Quickstart (Tableau 11.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
7	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
8	Détecteurs de chaleur	\$	\$	\$	\$	\$
38	Détecteurs de fumée	\$	\$	\$	\$	\$
10	Timbres	\$	\$	\$	\$	\$
2	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie - Quickstart	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 11.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
5	Dispositifs d'urgence alimentés par batterie	\$	\$	\$	\$	\$
10	Projecteurs de secours	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Système de protection incendie sous eau (Tableau 11.3)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
1	Interrupteur antisabotage	\$	\$	\$	\$	\$
1	Interrupteur de débit	\$	\$	\$	\$	\$
1	Pressostat	\$	\$	\$	\$	\$
2	Armoires d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du système de protection incendie sous eau	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 11 - Bâtiment 475 - 475, promenade Canadair, Ottawa (Tableaux 11.1+11.2+11.3)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 475			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 12 - Bâtiment 512 - chemin de Niverville, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - Edwards ESA-2000 (Tableau 12.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
12	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
37	Détecteurs de fumée	\$	\$	\$	\$	\$
4	Détecteurs de fumée en conduit	\$	\$	\$	\$	\$
25	Timbres	\$	\$	\$	\$	\$
4	Résistances d'extrémité de ligne	\$	\$	\$	\$	\$
1	Détecteur de chaleur thermovélocimétriques	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie - Edwards ESA-2000	\$	\$	\$	\$	\$

Pompe régulatrice de pression de type jockey (Tableau 12.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
1	Pompe régulatrice de pression de type jockey - 110 volts et 1/3 HP	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel de la pompe régulatrice de pression de type jockey	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 12.3)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
6	Batteries de secours	\$	\$	\$	\$	\$
88	Projecteurs montés à distance	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Système de protection incendie sous eau Viking H-2, 4 pouces (Tableau 12.4)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
7	Armoires d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
6	Interrupteurs de débit des gicleurs	\$	\$	\$	\$	\$
10	Interrupteurs antisabotage des gicleurs	\$	\$	\$	\$	\$
1	Pressostats	\$	\$	\$	\$	\$
1 lot	Canalisation de gicleurs	\$	\$	\$	\$	\$
1	Citerne pressurisée	\$	\$	\$	\$	\$
1	Pièce de jonction double	\$	\$	\$	\$	\$
1	Clapet de non-retour	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du système de protection incendie sous eau	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 12 - Bâtiment 512 - chemin de Niverville, Ottawa (Tableaux 12.1+12.2+12.3+12.4)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 512			\$

*** En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.**

Bâtiment 13 - Bâtiment 553 - 704, chemin Bluenose, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - (Tableau 13.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
4	Klaxons/stroboscopes	\$	\$	\$	\$	\$
2	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
3	Interrupteurs antisabotage	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 13.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
2	Batteries, 12 volts, 100 watts	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 13 - Bâtiment 553 - 704, chemin Bluenose, Ottawa (Tableaux 13.1+13.2)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 553			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 14 - Bâtiment 554- 708, chemin Bluenose, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - (Tableau 14.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
4	Klaxons/stroboscopes	\$	\$	\$	\$	\$
2	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
4	FVU	\$	\$	\$	\$	\$
3	Interrupteurs antisabotage	\$	\$	\$	\$	\$
1	Interrupteur de débit	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Table 14.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
2	Batteries, 12 volts, 100 watts	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Sommaire du bâtiment 14 - Bâtiment 554 - 708 Bluenose Drive, Ottawa (Tables 14.1+14.2)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 554			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.

Bâtiment 15 - Bâtiment 555- 720, chemin Bluenose, Ottawa**Panneau d'alarme-incendie - (Tableau 15.1)**

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
1	Panneau GE Fireshield Plus	\$	\$	\$	\$	\$
1	Microm FA-1025 T	\$	\$	\$	\$	\$
9	Détecteurs de fumée	\$	\$	\$	\$	\$
3	Détecteurs de chaleur thermovélocimétriques	\$	\$	\$	\$	\$
2	Timbres	\$	\$	\$	\$	\$
7	Klaxons/stroboscopes	\$	\$	\$	\$	\$
8	Avertisseurs manuels d'incendie	\$	\$	\$	\$	\$
2	Interrupteurs antisabotage	\$	\$	\$	\$	\$
1	Commutateur basse pression	\$	\$	\$	\$	\$
1	Interrupteur de débit	\$	\$	\$	\$	\$
6	FVU	\$	\$	\$	\$	\$
	Total partiel du panneau d'alarme-incendie	\$	\$	\$	\$	\$

Appareils d'éclairage de secours à batterie (Tableau 15.2)

Qté	Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
7	Batteries, 6 volts, 36 watts	\$	\$	\$	\$	\$
1	Batteries, 6 volts, 30 watts					
	Total partiel des appareils d'éclairage de secours à batterie	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

20113186

fk285EJ195-113186

Sommaire du bâtiment 15 - Bâtiment 555 - 720, chemin Bluenose, Ottawa (Tableaux 15.1+15.2)

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 pour le bâtiment 554			\$

* En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu. Sommaire du Barème de prix 1

Remarque : Veuillez vous assurer a) de calculer tout d'abord le prix ferme des années 1 à 5, et d'inscrire le montant dans la colonne relative au prix ferme et, ensuite b) d'attribuer le tarif trimestriel ferme applicable en fonction du tarif annuel ferme.

Période	Tarif trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme - Coût total des bâtiments 1 à 15
Année 1	\$	X 4	\$
Année 2	\$	X 4	\$
Année 3	\$	X 4	\$
Année 4	\$	X 4	\$
Année 5	\$	X 4	\$
Total des années 1 à 5 en fonction des tableaux sommaires des bâtiments 1 à 15 ci-dessus.			\$

*** En cas d'erreurs dans les prix calculés, le prix unitaire sera retenu.**

Barème de prix 2 : Travaux supplémentaires au besoin

Les travaux supplémentaires décrits à l'annexe A, Énoncé des travaux de TPSGC EJ195-113186, seront exécutés selon la demande, et les frais connexes seront facturés pour la main-d'œuvre réelle ainsi que les pièces de réparation et de remplacement. Le nombre prévu d'heures par année pour les travaux supplémentaires est donné aux fins d'évaluation seulement.

Lorsque des travaux selon la demande sont requis durant la période du contrat, l'entrepreneur doit remplir et soumettre l'annexe C, Formulaire d'estimation des coûts pour les travaux supplémentaires. Avant d'exécuter des travaux supplémentaires, le soumissionnaire doit obtenir une autorisation écrite du responsable technique.

Présenter un tarif ferme tout compris pour la main-d'œuvre (comprenant les coûts indirects, le profit et tous les coûts connexes), en dollars canadiens.

Présenter un taux ferme tout compris pour la main-d'œuvre (comprenant les coûts indirects, le profit et tous les coûts connexes), en dollars canadiens.

2.1) MAIN-D'ŒUVRE : Notre tarif horaire ferme pour un **technicien de système d'alarme-incendie certifié** est comme suit :

	TARIF DE L'ANNÉE 1	TARIF DE L'ANNÉE 2	TARIF DE L'ANNÉE 3	TARIF DE L'ANNÉE 4	TARIF DE L'ANNÉE 5
i) Heures normales de travail : de 8 h à 16 h, du lundi au vendredi	_____\$/h	_____\$/h	_____\$/h	_____\$/h	_____\$/h
Nombre estimatif d'heures par année	24	16	16	16	16
Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (i) TOTAL PARTIEL					_____ \$

ii) En dehors des heures normales de travail, du lundi au samedi	TARIF DE L'ANNÉE 1	TARIF DE L'ANNÉE 2	TARIF DE L'ANNÉE 3	TARIF DE L'ANNÉE 4	TAUX DE L'ANNÉE 5
	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
Nombre estimatif d'heures par année	8	8	8	8	8
Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (ii) TOTAL PARTIEL					\$ _____

iii) Dimanche et jours fériés	TARIF DE L'ANNÉE 1	TARIF DE L'ANNÉE 2	TARIF DE L'ANNÉE 3	TARIF DE L'ANNÉE 4	TARIF DE L'ANNÉE 5
	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
Nombre estimatif d'heures par année	4	4	4	4	4
Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (iii) TOTAL PARTIEL					_____ \$

2.2) MAIN-D'ŒUVRE : Notre tarif horaire ferme pour un **technicien de gicleurs automatiques certifié** est comme suit :

i) Pendant les heures normales de travail, de 8 h à 16 h, du lundi au vendredi	TARIF DE L'ANNÉE 1	TARIF DE L'ANNÉE 2	TARIF DE L'ANNÉE 3	TARIF DE L'ANNÉE 4	TARIF DE L'ANNÉE 5
	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
Nombre estimatif d'heures par année	24	16	16	16	16
Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.2 (i) TOTAL PARTIEL					_____ \$

ii) En dehors des heures normales de travail, du lundi au samedi	TARIF DE L'ANNÉE 1	TARIF DE L'ANNÉE 2	TARIF DE L'ANNÉE 3	TARIF DE L'ANNÉE 4	TARIF DE L'ANNÉE 5
	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
Nombre estimatif d'heures par année	8	8	8	8	8
Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.2 (ii) TOTAL PARTIEL					_____ \$

iii) Dimanche et jours fériés	TARIF DE L'ANNÉE 1	TARIF DE L'ANNÉE 2	TARIF DE L'ANNÉE 3	TARIF DE L'ANNÉE 4	TARIF DE L'ANNÉE 5
	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
Nombre estimatif d'heures par année	4	4	4	4	4
Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.2 (iii) TOTAL PARTIEL					_____ \$

2.3) MAIN-D'ŒUVRE : Notre tarif horaire ferme pour un **technicien en refoulement d'eau certifié** est comme suit :

i) Pendant les heures normales de travail, de 8 h à 16 h, du lundi au vendredi	TARIF DE L'ANNÉE 1	TARIF DE L'ANNÉE 2	TARIF DE L'ANNÉE 3	TARIF DE L'ANNÉE 4	TARIF DE L'ANNÉE 5
	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
Nombre estimatif d'heures par année	4	4	4	4	4
Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.3 (i) TOTAL PARTIEL					_____ \$

ii) En dehors des heures normales de travail, du lundi au samedi	TARIF DE L'ANNÉE 1	TARIF DE L'ANNÉE 2	TARIF DE L'ANNÉE 3	TARIF DE L'ANNÉE 4	TARIF DE L'ANNÉE 5
	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
Nombre estimatif d'heures par année	4	4	4	4	4
Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.3 (ii) TOTAL PARTIEL					_____ \$

iii) Dimanche et jours fériés	TARIF DE L'ANNÉE 1	TARIF DE L'ANNÉE 2	TARIF DE L'ANNÉE 3	TARIF DE L'ANNÉE 4	TARIF DE L'ANNÉE 5
	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
Nombre estimatif d'heures par année	4	4	4	4	4
Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.3 (iii) TOTAL PARTIEL					_____ \$

2.4 MATÉRIEL : Le matériel est facturé au prix de revient effectif plus la majoration suivante :

	TAUX DE L'ANNÉE 1	TAUX DE L'ANNÉE 2	TAUX DE L'ANNÉE 3	TAUX DE L'ANNÉE 4	TAUX DE L'ANNÉE 5
Majoration	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %
Dépenses estimatives	16 000,00 \$	8 000,00 \$	6 500,00 \$	6 500,00 \$	6 500,00 \$
* Prix calculé	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.4 TOTAL PARTIEL					_____ \$

* Pour établir le prix calculé du matériel, il faut additionner le montant obtenu en fonction de la majoration indiquée et les dépenses totales estimatives (Par exemple : 1re année, dépenses estimatives de 500 \$; majoration indiquée de 10 % = 500 \$ [500 \$ x 10 %] = 550 \$). Les dépenses estimatives sont fournies aux fins d'évaluation uniquement.

Les pièces seront fournies FAB destination, et tous les frais de livraison seront inclus. Les définitions suivantes ont été utilisées pour établir les chiffres figurant dans ce document

i) MAJORATION - La différence entre le prix de revient effectif de l'entrepreneur relativement aux produits et le prix de revente au Canada. La majoration comprend la répartition des coûts internes applicables déboursés par l'entrepreneur, comme la manutention du matériel et les frais généraux ajoutés au profit.

ii) PRIX DE REVIENT EFFECTIF - Les frais engagés par un fournisseur pour se procurer un produit ou un service précis qui sera revendu au gouvernement. Ces frais comprennent, sans s'y limiter, le prix facturé par le fournisseur (moins les remises), en plus de tous les frais le transport à l'arrivée, les opérations sur devises, les droits de douane et le courtage.

AUTORISATION DE LIVRAISON : Le destinataire doit demander la livraison des biens ou des services mentionnés dans les barèmes de prix 2., 2.1 (i), (ii), (iii) à 2.3 (i), (ii), (iii) et 2.4 au moyen du formulaire GC 227 « Commande subséquente à un contrat ».

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PRIX TOTAL ÉVALUÉ DE LA PROPOSITION

Somme de l'établissement des prix

Barème de prix 1 : Bâtiments 1 à 15 = Total partiel _____+\$

Barème de prix 2 : 2.1 (i) à (iii) à 2.3 (i) à (iii) = Total partiel _____+\$

Barème de prix 2 : 2.4 = Total partiel _____\$

Prix total évalué de la proposition : = _____\$

EN CAS D'ERREURS DANS LES PRIX CALCULÉS, LE PRIX UNITAIRE SERA RETENU. LE CANADA POURRA CONCLURE UN MARCHÉ SANS NÉGOCIATION.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédure d'évaluation

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

4.1.1 Évaluation technique et financière- critères obligatoires

- 1) Participation à la visite obligatoire des lieux;
- 2) Présentation des preuves pour tous les articles conformément à la DP, partie 3, section I :
Soumission technique;
- 3) Présentation des prix et tarifs fermes en dollars canadiens pour tous les articles énumérés à la partie 3, section II : Soumission financière.

4.2. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.1 ATTESTATIONS POUR LE CODE DE CONDUITE - CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE

5.1.1 Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, à la date de clôture de l'invitation à soumissionner:

- a) **la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire (à l'annexe "C");**
- b) **un formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229) dûment complété et signé, pour chacun des individus nommés dans la liste (voir le spécimen du formulaire à l'annexe "D").**

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être fournies avec la soumission, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie ou fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.1.1 Programme de contrats fédéraux - plus de 25 000 \$ et moins de 200 000 \$ (A3031T 2010-08-16)

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

EJ195-113186/A

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20113186File No. - N° du dossier
fk285EJ195-113186

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise

- (a) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada,
- (b) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, L.C. 1995, ch. 44;
- (c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- (d) () n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

5.2.2 Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définitions

Aux fins cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

EJ195-113186/A

fk285

20113186

fk285EJ195-113186

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension dans la fonction publique* (LPFP) L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

EJ195-113186/A

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20113186File No. - N° du dossier
fk285EJ195-113186

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a. le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable comme indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
 - a. les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité comme indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
 - a. le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériel.

6.2 Renseignements obligatoires sur les employés aux fins de sécurité

Afin de permettre à l'autorité contractante de vérifier les cotes de sécurité, le soumissionnaire doit fournir les renseignements qui suivent sur les personnes qu'il propose pour fournir les services dans le cadre d'un contrat subséquent. Ces personnes doivent être les mêmes que celles citées à la Partie 3, section 1 Soumission technique.

	NOM ET PRÉNOM OFFICIELS	DATE DE NAISSANCE	CODE DE SÉCURITÉ VALIDE
Technicien de système d'alarme-incendie			
Technicien de gicleurs automatiques			
Technicien en refoulement d'eau			

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit réaliser les travaux conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux.

7.1.1 Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :
 - a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

Noms des employés qualifiés

L'entrepreneur doit fournir le nom des employés qualifiés qui seront affectés au contrat. Les personnes citées ci-dessous doivent être les mêmes que celles citées aux parties 3 et 6 de la proposition.

Technicien de système d'alarme-incendie (prénom et nom)	Technicien de gicleurs automatiques (prénom et nom)	Technicien en refoulement d'eau (prénom et nom)

7.2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 2012-07-16 Conditions générales - Services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Consulter le site Web de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) pour obtenir de plus amples renseignements.

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
 - a. la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et le Guide de sécurité (s'il y a lieu) qui figurent à l'annexe B;
 - b. le Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

7.4. Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est du ____ au ____ inclusivement (sera établie au moment de l'octroi du contrat).

EJ195-113186/A

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20113186File No. - N° du dossier
fk285EJ195-113186

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Diane Daly
Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de l'attribution des marchés immobiliers
Place du Portage, Phase III, pièce 3C2
11, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 819-956-6948
Télécopieur : 819-956-3600
Courriel : diane.daly@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable technique

"LE RESPONSABLE TECHNIQUE SERA NOMMÉ À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT."

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

EJ195-113186/A

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20113186File No. - N° du dossier
fk285EJ195-113186

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur (À INDiquer AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Le nom et les coordonnées de la personne à contacter pour les demandes de renseignements généraux et le suivi sont les suivants :

Nom : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Cellulaire : _____

Courriel : _____

7.6 Base de paiement**7.6.1. Limitation des dépenses**

L'entrepreneur doit fournir les biens et services aux termes du contrat jusqu'à des dépenses totales prévues d'au plus (à déterminer) \$ (TVH comprise) dont (à déterminer) \$ (TVH comprise) sont réservés aux biens ou aux services énumérés ou décrits à la Base d'établissement des prix, Barèmes de prix 1 (prix ferme) et \$ (à déterminer) \$ (TVH comprise) sont réservés aux biens ou aux services supplémentaires qui peuvent être demandés de temps à autre aux prix ou aux taux indiqués dans la Base d'établissement des prix, Barèmes de prix 2 (au besoin).

7.6.2 Base de paiement - Prix fermes et prix des travaux exécutés « au fur et à mesure des besoins »

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du présent contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes, conformément aux Conditions générales 2035 16 (2012-07-16) "Période de paiement" et aux tables suivantes. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, selon le cas.

- a. Les tarifs fermes seront payés conformément au **Barème de prix 1**, en quatre (4) versements trimestriels égaux, le premier jour du mois qui correspond à la fin de la période trimestrielle.
- b. Travaux à effectuer au fur et à mesure des besoins.

Tous les coûts associés aux **travaux supplémentaires** seront payés en fonction du Barème de prix 2, au fur et à mesure des besoins, conformément à l'**annexe A**, Énoncé des travaux, après l'exécution, l'inspection et l'acceptation des travaux réalisés, à la fin de la période trimestrielle pendant laquelle les travaux ont été exécutés et acceptés.

La responsabilité totale du Canada aux termes de la partie du contrat concernant les travaux effectués au fur et à mesure des besoins ne doit pas excéder ____ \$ (**à déterminer**). La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, selon le cas.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou d'assurer des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. Cependant, l'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b) si l'entrepreneur juge que les fonds en question pourraient être dépassés, il doit le faire savoir à l'autorité contractante dans les plus brefs délais,

selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des spécifications ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante, avant la réalisation des travaux.

(Insérer le barème de prix approprié ici au moment de l'attribution du contrat.)

7.6.3 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204 – demande directe du ministère client

7.7 Instructions relatives à la facturation - Services d'entretien

7.7.1 Instructions relatives à la facturation - Services d'entretien

1. L'entrepreneur doit soumettre les factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales accompagnées du rapport d'entretien trimestriel décrit dans l'énoncé des travaux du contrat.

Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés dans la facture soient réalisés et que tous les rapports sur les demandes de services d'entretien pour les travaux identifiés dans la facture soient reçus par le chargé de projet.

2. L'entrepreneur doit distribuer les factures et rapports comme suit :

- a. L'original et deux (2) copies de la facture ainsi que du rapport trimestriel doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

7.8 Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.9 Lois applicables

Le présent contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2035 (2012-07-16);
- c) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- d) l'annexe B, Liste de vérification des exigences relatives à la Sécurité (LVERS);
- e) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (*insérer la date de la soumission*);
- f) l'annexe C, Formulaire d'estimation des coûts pour les travaux supplémentaires

7.11 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

7.12 Exigences en matière d'assurance

7.12.1 Exigences relatives aux assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'**article suivant 7.11.2 Assurance de responsabilité civile commerciale**. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.12.2 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

EJ195-113186/A

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20113186File No. - N° du dossier
fk285EJ195-113186

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

7.13 Téléphones cellulaires et/ou téléavertisseurs

Le contremaître ou le superviseur de l'employeur doit avoir en tout temps un téléphone cellulaire et/ou un téléavertisseur. La responsabilité de tous les frais, y compris l'installation, le temps d'antenne, les frais d'activation et le coût des téléphones ou des téléavertisseurs, revient à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit maintenir un service de communication ininterrompu.

7.14 Règlements concernant les emplacements du gouvernement

L'entrepreneur doit se conformer à tous les règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

7.15 Réunion avant le début des travaux

L'entrepreneur devra assister à une réunion avant le début des travaux, et un compte rendu de la réunion sera rédigé. La date et le lieu de la réunion doivent être déterminés par le représentant du ministère.

L'entrepreneur doit fournir au représentant du ministère une copie de sa politique relative à la sécurité, comme l'exigent les règlements provinciaux pertinents en matière de santé et de sécurité au travail.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(Consultez le document ci-joint)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(Consultez le document ci-joint)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
fk285EJ195-113186

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20113186

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE "C"

LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DU SOUMISSIONNAIRE

***AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE***

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE "D"

SPÉCIMEN DU FORMULAIRE DE CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE PWGSC-TPSGC 229

(Consultez le document ci-joint)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EJ195-113186/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

fk285EJ195-113186

Buyer ID - Id de l'acheteur

fk285

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20113186

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE E

FORMULAIRE D'ESTIMATION DES COÛTS POUR LES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

(Consultez le document ci-joint)

Table des matières

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS.....	3
1.1 DÉFINITIONS	3
1.1.1 Actions.....	3
1.1.2 Personnes.....	3
1.2 CODES, NORMES, RÈGLEMENTS ET EXIGENCES	4
1.2.1 Généralités.....	4
1.2.2 Codes nationaux et provinciaux.....	5
1.2.3 Normes	5
1.2.4 Santé et sécurité	6
1.2.5 Codes, normes, règlements et exigences relatifs à l'environnement.....	6
1.3 DOCUMENTS À SOUMETTRE	7
1.3.1 Permis exigés	7
1.3.2 Plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux	7
1.3.3 Calendrier d'inspection établi pour l'emplacement.....	9
1.3.4 Plan de travail et séquence des opérations pour l'inspection annuelle	9
1.3.5 Santé et sécurité	10
1.3.6 Listes de contrôle d'inspection.....	11
1.3.7 Manuel d'essai de conformité des systèmes de sécurité des personnes du bâtiment	12
1.3.8 Registres des matériaux enlevés.....	12
1.3.9 Rapports des essais, des vérifications, de l'entretien et de l'entretien courant	12
1.3.10 Documentation supplémentaire.....	13
1.4 EXIGENCES GÉNÉRALES	13
1.4.1 Objet.....	13
1.4.2 Objectif.....	14
1.4.3 Appels et service d'urgence	14
1.4.4 Échelle de résolution des problèmes.....	15
1.4.5 Avis.....	15
1.4.6 Exigences opérationnelles.....	16
1.4.7 Travaux supplémentaires	16
1.4.8 Heures de travail.....	17
1.5 RESPONSABILITÉS	18
1.5.1 Exécution de l'énoncé de travail.....	18
1.5.2 Négligence de la part de tiers	18
1.5.3 Documentation	19
1.5.4 Santé et sécurité	19
1.5.5 Politique concernant les employés travaillant seul.....	20
1.6 SOMMAIRE DES TRAVAUX.....	20
1.6.1 Éléments inclus dans l'énoncé de travail.....	20
1.6.2 Calendrier.....	21
1.6.3 Plan de gestion des déchets dangereux.....	21
1.6.4 Élimination des déchets.....	24
1.7 RESTRICTIONS VISANT LES TRAVAUX	26
1.7.1 Utilisation des lieux et des installations.....	26

25/07/2012

Page 2 de 44

1.7.2	Maintien des services existants	26
1.7.3	Interruption des services du bâtiment	26

PARTIE 2 EXÉCUTION27

2.1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	27
2.1.1	Performance.....	27
2.1.2	Calendrier et planification.....	27
2.1.3	Tâches de clôture de l'inspection.....	29
2.1.4	Personnel sur les lieux	30
2.2	SYSTÈMES D'ALARME INCENDIE – AVEC OU SANS SYSTÈME DE COMMUNICATION VOCALE D'URGENCE.....	31
2.2.1	Performance.....	31
2.2.2	Exigences supplémentaires	32
2.3	SYSTÈME DE PROTECTION INCENDIE SOUS EAU	32
2.3.1	Performance.....	32
2.3.2	Exigences annuelles supplémentaires	32
2.4	APPAREILS D'ÉCLAIRAGE DE SECOURS À BATTERIE	33
2.4.1	Performance.....	33
2.4.2	Exigences supplémentaires	33

PARTIE 3 INVENTAIRE DU MATÉRIEL.....35

3.1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	35
3.1.1	Inventaire	35
3.2	BASE UPLANDS	35
3.2.1	Renseignements sur l'emplacement	35
3.2.2	Hangar n° 11	35
3.2.3	Hangar n° 14	36
3.2.4	Hangar n° 16	36
3.2.5	Bâtiment n° 337 – Église	37
3.2.6	Bâtiment n° 346	37
3.2.7	Bâtiment n° 347	38
3.2.8	Bâtiment n° 351 – Décharge de bombe	39
3.2.9	Bâtiment n° 368	39
3.2.10	Bâtiment n° 469	40
3.2.11	Bâtiment n° 471 – Centre familial de ressources	40
3.2.12	Bâtiment n° 475	41
3.2.13	Bâtiment n° 512	41
3.2.14	Bâtiment n° 553	43
3.2.15	Bâtiment n° 554	43
3.2.16	Bâtiment n° 555	43

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Définitions

1.1.1 Actions

- 1.1.1.1 Vérification/vérifier : observation visuelle pour s'assurer que le dispositif ou le système est en place, qu'il n'a pas subi de dommage apparent ou qu'il n'existe aucun empêchement à son bon fonctionnement.
- 1.1.1.2 Inspection/inspecter : examen physique pour déterminer si le dispositif ou le système fonctionne conformément à ses fonctions prévues.
- 1.1.1.3 Essai/mettre à l'essai : exploitation complète d'un dispositif ou d'un système pour s'assurer qu'il fonctionne conformément à ses fonctions d'exploitation prévues.
- 1.1.1.4 Entretien/entretenir : travaux récurrents courants; vérifications, inspections, essais et entretien courant nécessaires pour maintenir les composants, les sous-systèmes, les systèmes et les systèmes intégrés énumérés dans la Partie 3 – Inventaire du matériel dans un état permettant de les utiliser continuellement à leur puissance et à leur efficacité initiales ou de calcul pour lesquelles ils ont été conçus.
- 1.1.1.5 Service : réglage, réparation, entretien ou intervention pour maintenir le matériel énuméré dans la Partie 3 – Inventaire du matériel dans un état de fonctionnement conforme à l'esprit initial de sa conception.
- 1.1.1.6 Service d'urgence : diagnostic posé et correctif apporté sur les lieux par une personne qualifiée, comme indiqué dans le paragraphe 1.4.3 – Service d'urgence.

1.1.2 Personnes

1.1.2.1 Personne accréditée

- 1) Personne qui détient un diplôme, un certificat ou une licence valides délivrés par une université ou un collège canadiens reconnus, une attestation ou un certificat de formation délivrés par un fabricant ou qui

possède des qualifications professionnelles. L'établissement universitaire ou collégial doit être habilité par le gouvernement provincial ou territorial à décerner des grades.

- 2) Personne possédant le minimum requis de cinq années d'expérience dans le domaine concerné.

- 1.1.2.2 Électricien accrédité : personne qui détient un certificat de qualification (CQ) valide au niveau de compagnon dans la province où s'effectueront les travaux.
- 1.1.2.3 Maître-électricien : personne qui détient un permis en vertu du *Règlement 570/05* pris en application de la *Loi sur l'électricité* de l'Ontario ou qui détient un permis pour assumer la responsabilité de l'exécution de travaux d'électricité pour le compte d'un entrepreneur en électricité.
- 1.1.2.4 Technicien en systèmes de gicleurs : personne qui détient un certificat valide délivré par la Canadian Automatic Sprinkler Association (CASA).
- 1.1.2.5 Technicien en systèmes d'alarme incendie : personne qui détient un certificat valide délivré par l'Association canadienne d'alarme-incendie (ACAI) ou par l'Electrical Contractors Association of Ontario (ECAO).
- 1.1.2.6 Technicien en dispositifs antirefoulement : personne qui a réussi un cours sur le contrôle des jonctions fautives en essais de dispositifs antirefoulement dans une école ou un collège accrédités et qui détient un certificat délivré par un organisme d'accréditation.

1.2 Codes, normes, règlements et exigences

1.2.1 Généralités

- 1.2.1.1 L'Entrepreneur doit respecter les codes, les normes, les règlements et les exigences énumérés dans la présente section.
- 1.2.1.2 L'Entrepreneur doit conserver en sa possession un exemplaire de la plus récente édition des codes, des normes, des règlements et des exigences qui s'appliquent aux travaux décrits dans le présent énoncé de travail au moment de l'attribution du contrat et ce, pendant toute la durée de ce dernier.

- 1.2.1.3 En cas de codes, de normes, de règlements ou d'exigences concurrents, les plus stricts prévaudront.

1.2.2 Codes nationaux et provinciaux

- 1.2.2.1 Codes du bâtiment national et provincial visant l'installation, la vérification et l'entretien des réseaux avertisseurs d'incendie et de protection incendie.
- 1.2.2.2 Codes de prévention des incendies national et provincial visant l'installation, la vérification et l'entretien des réseaux avertisseurs d'incendie et de protection incendie.
- 1.2.2.3 Codes de sécurité relatifs aux installations électriques national et provincial visant l'installation, la vérification et l'entretien des réseaux avertisseurs d'incendie et de protection incendie.
- 1.2.2.4 Codes de santé et de sécurité national et provincial visant les travaux exécutés à l'emplacement.

1.2.3 Normes

1.2.3.1 Normes des Laboratoires des assureurs du Canada (CAN/ULC)

- 1) CAN/ULC-S524 – Norme d'installation des réseaux avertisseurs d'incendie
- 2) CAN/ULC-S536 – Inspection et mise à l'essai des réseaux avertisseurs d'incendie
- 3) CAN/ULC-S537 – Vérification des réseaux avertisseurs d'incendie

1.2.3.2 Normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA)

- 1) CSA B64.10-F07 – Sélection et installation des dispositifs antirefoulement/Entretien et mise à l'essai à pied d'œuvre des dispositifs antirefoulement
- 2) CSA Z460 – Maîtrise des énergies dangereuses : Cadenassage et autres méthodes

- 3) CSA Z462 – Sécurité en matière d'électricité au travail (protection contre les éclairs d'arcs électriques)

1.2.3.3 Normes de la National Fire Protection Association (NFPA)

- 1) NFPA 13 – Standard for the Installation of Sprinkler Systems
- 2) NFPA 20 – Standard for the Installation of Stationary Pumps for Fire Protection
- 3) NFPA 25 – Standard for the Inspection, Testing, and Maintenance of Water Based Fire Protection Systems

1.2.4 Santé et sécurité

1.2.4.1 *Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*

1.2.4.2 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)

1.2.4.3 Fiches signalétiques (FS)

1.2.5 Codes, normes, règlements et exigences relatifs à l'environnement

1.2.5.1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) [LCPE (1999)]

1.2.5.2 *Loi sur les pêches* [L.R.C. (1985), ch. F-14]

1.2.5.3 Règlement sur le transport des marchandises dangereuses (RTMD)

1.2.5.4 *Loi sur la protection de l'environnement – Ontario – R.R.O. 1990 Règlement 347* (Dispositions générales – Gestion des déchets)

1.2.5.5 Lignes directrices relatives aux eaux d'extinction d'incendie

- 1) Conseil canadien des ministres de l'Environnement (1999).
Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux : protection de
la vie aquatique – composés chlorés réactifs.

1.2.5.6 Règlement municipal (Rejet d'eaux d'extinction d'incendie selon le
paragraphe 1.6.4 – Élimination des déchets)

- 1) Règlement n° 2003-514 de la Ville d'Ottawa sur l'utilisation des égouts

1.3 Documents à soumettre

1.3.1 Permis exigés

1.3.1.1 Permis d'inspection d'installations électriques

- 1) L'Entrepreneur a la responsabilité de fournir les permis d'inspection
d'installations électriques pour tous les travaux d'électricité avant
l'exécution de ces travaux. Consulter les codes de sécurité des
installations électriques national, provincial ou territorial mentionnés
dans l'article 1.2 – Codes, normes, règlements et exigences.
- 2) Dans le cas où un permis d'inspection d'installations électriques n'est
pas requis, il incombe à l'Entrepreneur de fournir une lettre de l'Office
de la sécurité des installations électriques (OSIE) confirmant que
l'Entrepreneur n'est pas tenu de fournir un tel permis pour les travaux
en question.

1.3.1.2 Permis de rejet des eaux d'extinction d'incendie

- 1) L'Entrepreneur doit fournir un permis municipal, une lettre
d'autorisation ou une confirmation de procéder de la Ville d'Ottawa
avant de déverser des eaux d'extinction d'incendie dans un égout
unitaire municipal, conformément au paragraphe 1.6.4. – Élimination
des déchets.

1.3.2 Plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux

- 1.3.2.1 L'Entrepreneur doit soumettre au Responsable technique vingt (20) jours ouvrables avant le début des travaux un plan de mise en œuvre détaillé pour l'emplacement et les travaux comme indiqué dans le contrat.
- 1) Le plan de mise en œuvre doit comprendre :
- a) un calendrier d'inspection détaillé pour l'emplacement;
 - b) un plan de travail détaillé accompagné de la séquence des opérations pour l'inspection annuelle;
 - c) le plan de santé et de sécurité préparé pour l'emplacement;
 - d) le plan de gestion des déchets dangereux;
 - e) des échantillons de listes de contrôle d'inspection pertinentes.
- 2) Dans le cadre du plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux, l'Entrepreneur doit exécuter :
- a) une évaluation des risques pour la sécurité propres à l'emplacement;
 - b) une analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité figurant dans le plan de mise en œuvre;
 - c) une vérification des déchets dangereux.
- 1.3.2.2 Le Responsable technique examinera le plan de mise en œuvre préparé par l'Entrepreneur pour l'emplacement et les travaux et lui remettra ses observations dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception du plan.
- 1.3.2.3 Au besoin, l'Entrepreneur doit réviser son plan de mise en œuvre et le soumettre à nouveau au Responsable technique dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception des observations formulées par celui-ci.
- 1.3.2.4 L'examen, par le Responsable technique, du plan de mise en œuvre détaillé préparé par l'Entrepreneur pour l'emplacement et les travaux ne doit pas être interprété comme un examen final et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur pour ce qui est de fournir le personnel requis dans le plan de mise en œuvre.
- 1.3.2.5 Le Responsable technique se réserve le droit de modifier en tout temps le plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux pour tenir compte des

25/07/2012

Page 9 de 44

exigences opérationnelles et doit approuver chaque modification apportée au plan en apposant sa signature, en consultation avec l'Entrepreneur.

1.3.3 Calendrier d'inspection établi pour l'emplacement

1.3.3.1 Dans le cadre du plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux, et chaque année subséquente par la suite, l'Entrepreneur doit soumettre au Responsable technique un calendrier d'inspection détaillé pour l'emplacement.

- 1) Le calendrier doit comprendre les inspections mensuelles, semestrielles et annuelles supplémentaires requises, en conformité avec le paragraphe 2.2.2 – Exigences supplémentaires.

1.3.3.2 L'examen, par le Responsable technique, du calendrier d'inspection annuel détaillé préparé par l'Entrepreneur ne doit pas être interprété comme un examen final du calendrier et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur de fournir le personnel requis aux dates d'inspection prévues.

1.3.3.3 Le Responsable technique se réserve le droit de modifier en tout temps le calendrier d'inspection pour tenir compte des exigences opérationnelles et doit approuver chaque modification apportée au plan en apposant sa signature, en consultation avec l'Entrepreneur.

1.3.3.4 En cas d'annulation ou de replanification ayant une incidence sur la réalisation des travaux, si l'Entrepreneur ne reçoit pas un avis d'annulation deux (2) heures avant le moment prévu initialement pour le début des travaux, il doit être rémunéré pour un appel de service maximal de trois (3) heures pour chaque personne envoyée sur les lieux, selon ses taux horaires facturables préétablis conformément au barème de prix 2 établi dans le contrat pour les « travaux sur demande ».

1.3.4 Plan de travail et séquence des opérations pour l'inspection annuelle

1.3.4.1 Dans le cadre du plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux, l'Entrepreneur doit soumettre au Responsable technique un plan de travail détaillé comprenant la séquence des opérations pour tous les éléments visés par l'inspection annuelle. Le plan de travail doit comprendre entre autres :

- a) les procédures de verrouillage et d'étiquetage;

- b) les procédures d'inspection des installations électriques propres à l'emplacement;
- c) les procédures de confinement des déversements;
- d) les procédures de déchloration des eaux d'extinction d'incendie;
- e) les quantités de déchets dangereux qui seront produits durant l'inspection annuelle.

1.3.4.2 Le Responsable technique se réserve le droit de modifier le plan de travail en tout temps pour tenir compte des exigences opérationnelles et doit approuver chaque modification apportée au plan en apposant sa signature, en consultation avec l'Entrepreneur.

1.3.5 Santé et sécurité

1.3.5.1 Plan de santé et de sécurité établi pour l'emplacement

- 1) Dans le cadre du plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux, l'Entrepreneur doit soumettre au Responsable technique le plan de santé et de sécurité qu'il a préparé pour l'emplacement.
- 2) Le plan de santé et de sécurité doit comprendre les éléments ci-dessous :
 - a) les résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité propres à l'emplacement;
 - b) les résultats de l'analyse des risques et des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité figurant dans le plan de travail.
- 3) L'examen, par le Responsable technique, du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour l'emplacement ne doit pas être interprété comme une approbation du plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité.

1.3.5.2 Rapport d'accident

- 1) L'Entrepreneur doit soumettre au Responsable technique dans un délai de vingt-quatre (24) heures les rapports sur les incidents ou les accidents qui ont lieu pendant la durée du contrat.

1.3.5.3 Correction des problèmes en matière de santé et de sécurité

- 1) L'Entrepreneur doit fournir au Responsable technique dans les deux (2) jours ouvrables un rapport écrit des mesures prises pour corriger les problèmes de non-conformité en matière de santé et de sécurité.

1.3.5.4 Matières dangereuses (FS-SIMDUT)

- 1) L'Entrepreneur doit soumettre au Responsable technique cinq (5) jours ouvrables avant l'arrivée de matières dangereuses sur les lieux toutes les fiches signalétiques (FS) conformes au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) pour toutes les matières dangereuses utilisées sur les lieux.

1.3.6 Listes de contrôle d'inspection

- 1.3.6.1 Il est possible d'obtenir sur demande des modèles de listes de contrôle d'inspection auprès du Responsable technique.
- 1.3.6.2 L'Entrepreneur a la responsabilité de fournir et de remplir les listes de contrôle d'inspection requises par le présent contrat. Ces listes doivent être conformes aux exigences minimales définies dans les codes, les normes, les règlements et les exigences pertinents énumérés dans l'article 1.2.
- 1.3.6.3 Les inspections, les vérifications et les essais supplémentaires indiqués dans la partie 2 – Exécution doivent également être consignés dans les listes de contrôle de l'Entrepreneur.
- 1.3.6.4 Les listes de contrôle d'inspection doivent être soumises au Responsable technique et être approuvées par celui-ci dans le cadre du plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux.
- 1.3.6.5 Il faut consigner les travaux exécutés à chaque inspection dans les listes de contrôle tout en indiquant les tâches spécifiques effectuées.

1.3.6.6 L'exemplaire original des listes de contrôle d'inspection doit être soumis au Responsable technique et devient la propriété du Canada.

1.3.7 Manuel d'essai de conformité des systèmes de sécurité des personnes du bâtiment

1.3.7.1 Le personnel qui effectue les vérifications, les inspections et les essais indiqués dans le présent énoncé de travail doit apposer sa signature dans le Manuel d'essai de conformité des systèmes de sécurité des personnes du bâtiment.

1.3.8 Registres des matériaux enlevés

1.3.8.1 L'Entrepreneur doit soumettre au Responsable technique, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'enlèvement de matériaux, des registres complets de tous les matériaux enlevés de l'emplacement comme matériaux destinés à une élimination écologique et comme déchets généraux conformément à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999) [LCPE (1999)], à la réglementation sur les déchets dangereux et aux autres règlements provinciaux, municipaux ou territoriaux pertinents.

1.3.9 Rapports des essais, des vérifications, de l'entretien et de l'entretien courant

1.3.9.1 Rapports mensuels et semestriels

- 1) Un rapport d'inspection complet, détaillé et signé doit être soumis au Responsable technique cinq (5) jours ouvrables après l'achèvement des essais, des vérifications, de l'entretien et de l'entretien courant mensuels et semestriels définis dans le présent énoncé de travail.
- 2) Un rapport complet détaillé et signé, en version électronique ou papier, des procédures des essais mensuels et semestriels effectués doit être soumis au Responsable technique dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'achèvement des inspections, des essais, des vérifications, de l'entretien et de l'entretien courant définis dans le présent énoncé de travail.
- 3) Le rapport doit indiquer les lacunes majeures et mineures relevées durant les inspections, les essais, les vérifications, l'entretien et l'entretien courant définis dans le présent énoncé de travail.

1.3.9.2 Rapport annuel

- 1) Un rapport d'inspection annuel complet, détaillé et signé, en version électronique ou papier, doit être soumis au Responsable technique au plus tard quinze (15) jours ouvrables après l'achèvement de l'inspection, des essais, des vérifications, de l'entretien et de l'entretien courant annuels.
- 2) Le rapport annuel doit également indiquer les lacunes majeures et mineures relevées durant les inspections, les essais, les vérifications, l'entretien et l'entretien courant.

1.3.10 Documentation supplémentaire

1.3.10.1 À la demande du Responsable technique, l'Entrepreneur peut devoir fournir la documentation suivante :

- 1) Mots de passe protégés de la ULC (Liste du fabricant fournissant les mots de passe)
- 2) Une lettre du fabricant confirmant les droits de propriété sur des systèmes spécifiques (alarmes à feu, modules, sous-systèmes incluant arroseurs automatiques et système extincteur d'incendie)
- 3) Un accès direct aux matériaux et aux pièces, tous logiciels, équipements ou micrologiciels permettant de maintenir le système
- 4) Une lettre du fabricant concernant les bulletins de service.

1.4 Exigences générales

1.4.1 Objet

- 1.4.1.1 L'entretien et l'entretien courant des composants, des sous-systèmes, des systèmes et des systèmes intégrés du bâtiment sont de la plus haute importance pour assurer le bon fonctionnement des installations et des services installés.
- 1.4.1.2 L'entretien ne doit pas être considéré comme achevé tant qu'il n'a pas été prouvé au Responsable technique que les travaux décrits dans le présent énoncé de travail ont été exécutés de manière satisfaisante par l'Entrepreneur.

1.4.2 Objectif

1.4.2.1 L'objectif du présent énoncé de travail est d'embaucher un Entrepreneur pour qu'il fournisse les services d'entretien des systèmes d'alarme incendie, de protection incendie et de sécurité des personnes afin d'assurer l'intégrité et le fonctionnement ininterrompu des systèmes indiqués dans la partie 3 – Inventaire du matériel, entre autres :

- 1) les alarmes incendie;
- 2) les dispositifs antirefoulement;
- 3) les gicleurs automatiques sous eau;
- 4) les canalisations et les armoires d'incendie;
- 5) les appareils d'éclairage de secours à batterie;
- 6) les dispositifs accessoires;
- 7) les dispositifs auxiliaires.

1.4.2.2 Il faut effectuer les travaux sur les éléments énumérés ci-dessus, qui figurent dans la partie 3 – Inventaire du matériel, tout en maintenant l'intégrité des systèmes et leur fonctionnement ininterrompu.

1.4.3 Appels et service d'urgence

1.4.3.1 L'Entrepreneur doit fournir les services d'une ou plusieurs personnes compétentes, définies dans l'article 1.1.2 – Personnes, pour intervenir, sur les lieux, vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine, sans frais supplémentaires de main-d'œuvre pour le Canada.

1.4.3.2 L'Entrepreneur doit répondre dans un délai de deux (2) heures et être sur les lieux prêt à travailler dans un délai de deux (2) heures. Tous les travaux d'un service d'urgence doivent être exécutés par du personnel de service compétent nommé dans le contrat et doivent se poursuivre jusqu'au rétablissement du système à un état de fonctionnement sécuritaire.

1.4.3.3 Les demandes de service d'urgence doivent être acceptées seulement si elles proviennent du Centre national d'appels ou du Responsable technique.

1.4.3.4 Le présent énoncé de travail comprend douze (12) appels d'urgence par année et par emplacement sans frais supplémentaires pour le Canada.

- 1.4.3.5 Les appels d'urgence supplémentaires comporteront des frais supplémentaires pour le Canada, lesquels seront calculés d'après le barème de prix 2 établi dans le contrat pour les « travaux sur demande ».

1.4.4 Échelle de résolution des problèmes

- 1.4.4.1 Si, après les quatre (4) premières heures de travail, le technicien en entretien et réparation de l'Entrepreneur n'a pas réalisé de progrès sensibles dans la réparation du matériel, il doit communiquer avec son directeur du soutien technique, son directeur des travaux d'entretien et de réparation ou son directeur technique pour obtenir des directives sur les mesures à prendre.
- 1.4.4.2 Si le problème n'est pas corrigé après huit (8) heures de travail en tout, le technicien en entretien et réparation doit communiquer avec son directeur du soutien technique, son directeur des services d'entretien et de réparation ou son directeur technique, lequel doit envoyer sur les lieux un expert (c'est-à-dire un ingénieur) dans les vingt-quatre (24) heures.
- 1.4.4.3 L'Entrepreneur doit soumettre un rapport écrit dans les quarante-huit (48) heures au Responsable technique dans lequel il fournit une justification claire et concise des événements qui ont mené à la défaillance de tout composant, sous-système, système ou système intégré et indique la façon dont le problème a été réglé.

1.4.5 Avis

- 1.4.5.1 Un calendrier annuel approuvé est requis avant le début du premier essai et chaque année subséquente par la suite.
- 1.4.5.2 Il faut donner au Responsable technique un avis au moins quinze (15) jours ouvrables avant d'effectuer des essais préliminaires pour lui permettre de prendre les dispositions nécessaires.
- 1.4.5.3 L'Entrepreneur doit veiller à instaurer des procédures d'avis appropriées pour éviter les fausses alarmes durant l'entretien courant, les réparations et les essais du matériel indiqué dans la partie 3 – Inventaire du matériel.
- 1.4.5.4 L'Entrepreneur doit veiller à instaurer des procédures d'avis appropriées pour éviter toute erreur de communication. La liste minimale des contacts comprend,

entre autres, le Responsable technique, le service de surveillance, le service des incendies et le service de sécurité de l'emplacement.

1.4.5.5 Lorsque des travaux d'entretien ou de réparation sont requis, le Responsable technique doit en être avisé et les systèmes d'alarme incendie, de protection incendie et de sécurité des personnes doivent être mis en dérivation temporairement pour éviter toute fausse alarme.

1.4.5.6 Le Responsable technique et le service d'incendie local doivent être avisés, par écrit, de toute mesure prise pour désactiver les systèmes d'alarme incendie, de protection incendie et de sécurité des personnes.

1.4.6 Exigences opérationnelles

1.4.6.1 L'Entrepreneur doit effectuer les travaux d'entretien requis conformément aux exigences contractuelles et à la fréquence indiquée, compte tenu des recommandations du fabricant pour maintenir le matériel à son niveau de performance d'origine afin d'assurer un fonctionnement sans défaillance.

1.4.7 Travaux supplémentaires

1.4.7.1 Le matériel en inventaire énuméré dans la partie 3 – Inventaire du matériel doit être inspecté et entretenu de la façon décrite dans le présent énoncé de travail. Les pièces et la main-d'œuvre supplémentaires requises pour réparer ce matériel comporteront des frais supplémentaires pour le Canada.

1.4.7.2 Pour les réparations du matériel en inventaire, l'Entrepreneur doit soumettre à l'examen du Responsable technique, dans un délai de vingt-quatre (24) heures, un état complet du coût des pièces et de la main-d'œuvre, accompagné de la raison pour laquelle la réparation est nécessaire. Si le Responsable technique juge que la demande est juste et raisonnable, l'Entrepreneur sera rémunéré selon le barème de prix 2 établi dans le contrat pour les « travaux sur demande ». Les réparations proposées ne doivent pas être effectuées avant l'obtention préalable du consentement par écrit du Responsable technique.

1.4.7.3 Si l'Entrepreneur repère des lacunes pendant qu'il est sur les lieux et qu'il peut effectuer les réparations avec le matériel provenant de son stock, ces travaux de réparation doivent être facturés selon le barème de prix 2 établi dans le contrat

pour les « travaux sur demande ». Seul le Responsable technique peut autoriser l'exécution de ces travaux correctifs.

1.4.7.4 Les composants de système utilisés pour réparer ou remplacer des composants existants doivent être homologués par les Laboratoires des assureurs du Canada (ULC) ou par l'Association canadienne de normalisation (CSA) et doivent être conformes aux dispositions pertinentes des codes, des normes, des règlements et des exigences énumérés dans l'article 1.2.

1.4.7.5 L'Entrepreneur doit déterminer les modifications ou les améliorations du matériel ou des systèmes qui amélioreront la fonctionnalité du matériel, sa durée de vie prévue ou son efficacité. L'Entrepreneur doit soumettre le coût estimatif des réparations d'après le barème de prix 2 établi dans le contrat pour les « travaux sur demande ».

1.4.8 Heures de travail

1.4.8.1 Heures normales de travail, heures d'inoccupation et horaire de fin de semaine

- 1) Les heures normales de travail sont de 6 h à 18 h, du lundi au vendredi.
- 2) Les heures d'inoccupation sont de 18 h à 6 h, du lundi au vendredi.
- 3) L'horaire de fin de semaine commence à 18 h le vendredi et se termine à 6 h le lundi.

1.4.8.2 Inspections, entretien, essais et entretien courant

1) **Avec dérangement et perturbation**

- a) Les inspections, l'entretien, les essais et l'entretien courant des systèmes d'alarme incendie, de protection incendie et de sécurité des personnes qui pourraient déranger les occupants ou perturber les systèmes du bâtiment et le fonctionnement de tout matériel s'y trouvant ne peuvent être effectués pendant les heures normales de travail indiquées à l'alinéa 1.4.8. – Heures de travail.
- b) Les tâches qui dérangent comprennent l'activation de signaux sonores, les essais de fonctions accessoires ou d'autres essais et travaux d'entretien ou de réparation définis par le Responsable technique.

- c) Les essais exigés par le présent contrat qui s'accompagnent de tâches qui dérangent ou qui causent des perturbations doivent être effectués uniquement durant l'horaire de fin de semaine.

2) **Sans dérangement ni perturbation**

- a) Les inspections, l'entretien, les essais et l'entretien courant des systèmes d'alarme incendie, de protection incendie et de sécurité des personnes qui ne causent pas de dérangement aux occupants et ne perturbent pas les systèmes du bâtiment peuvent être effectués durant les heures normales de travail indiquées à l'alinéa 1.4.8 – Heures de travail.
- b) Les essais exigés par le présent contrat doivent être effectués le 3^e jeudi de chaque mois à compter de 8 h.

1.4.8.3 Travaux d'entretien et de réparation

- 1) Les travaux d'entretien et de réparation des systèmes d'alarme incendie, de protection incendie et de sécurité des personnes exigés par le présent contrat peuvent être effectués durant les heures normales de travail avec l'approbation par écrit du Responsable technique.

1.5 Responsabilités

1.5.1 Exécution de l'énoncé de travail

- 1.5.1.1 L'Entrepreneur doit avoir accès à l'entière procédure d'exploitation et de réglage des installations pour le matériel visé, y compris l'accès aux services de soutien technique et aux bulletins d'entretien du fabricant.

1.5.2 Négligence de la part de tiers

- 1.5.2.1 L'Entrepreneur doit aviser le Responsable technique par téléphone dans un délai d'une (1) heure, suivi d'un rapport écrit transmis par télécopieur ou par courriel dans un délai de vingt-quatre (24) heures, des dommages causés au matériel par la négligence ou un mauvais usage de la part de tiers. L'Entrepreneur pourrait être tenu de réparer ou de remplacer les composants ainsi endommagés moyennant des frais supplémentaires.

1.5.3 Documentation

- 1.5.3.1 Il incombe à l'Entrepreneur de documenter les tâches et les activités se rapportant à l'entretien, à l'entretien courant et aux réparations décrits dans le présent énoncé de travail.
- 1.5.3.2 La documentation susmentionnée des tâches et des activités doit être transmise au Responsable technique conformément aux procédures énoncées dans l'article 1.3 – Documents à soumettre.
- 1.5.3.3 Les vérifications, les essais, l'entretien et l'entretien courant doivent être documentés comme indiqué dans le présent énoncé de travail et l'Entrepreneur doit prouver qu'ils sont adéquats et achevés à l'entière satisfaction du Responsable technique.

1.5.4 Santé et sécurité

- 1.5.4.1 Plan de santé et de sécurité établi pour l'emplacement : consulter l'article 1.3 – Documents à soumettre.
- 1.5.4.2 Il incombe à l'Entrepreneur de garantir la santé et la sécurité des personnes et la sécurité des biens qui se trouvent sur les lieux, ainsi que la protection des personnes qui se trouvent à proximité des lieux et de l'environnement dans la mesure où ils pourraient être touchés par la conduite des travaux.
- 1.5.4.3 Il incombe à l'Entrepreneur de respecter et de faire respecter par les employés le plan de santé et de sécurité propre à l'emplacement ainsi que les exigences en matière de sécurité décrites dans les documents de l'énoncé de travail et dans les lois, les ordonnances, les arrêtés et les règlements municipaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux pertinents.
- 1.5.4.4 Il incombe à l'Entrepreneur de respecter le *Code canadien du travail, partie II* ainsi que le *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* s'y rattachant.
- 1.5.4.5 Il incombe à l'Entrepreneur de respecter la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario et les règlements s'y rattachant.

1.5.4.6 Il incombe à l'Entrepreneur de retirer des lieux toute personne qui est à son service et qui, selon le Responsable technique, représente un risque en matière de sécurité, ne se conduit pas de façon appropriée ou ne respecte pas les exigences du plan de santé et de sécurité propre à l'emplacement. L'Entrepreneur doit remplacer la personne en question dans un délai de vingt-quatre (24) heures par une autre personne possédant les mêmes qualifications obligatoires.

1.5.5 Politique concernant les employés travaillant seul

1.5.5.1 En raison du facteur à haut risque des systèmes d'alarme incendie, aucun employé ne doit travailler seul sur les lieux. Il incombe à l'Entrepreneur d'instaurer des mesures appropriées afin que deux (2) employés ou plus soient sur les lieux en tout temps durant l'exécution de toute tâche.

1.6 Sommaire des travaux

1.6.1 Éléments inclus dans l'énoncé de travail

1.6.1.1 Main-d'œuvre

- 1) La main-d'œuvre nécessaire pour effectuer les inspections, les essais, le nettoyage, l'entretien, l'entretien courant et l'administration du contrat doit être fournie par l'Entrepreneur sans frais supplémentaires pour le Canada.
- 2) La main-d'œuvre nécessaire pour les appels d'urgence doit être fournie par l'Entrepreneur sept (7) jours par semaine et vingt-quatre (24) heures par jour conformément au paragraphe 1.4.3 – Appels et service d'urgence.

1.6.1.2 Outils, matériel et services

- 1) L'Entrepreneur doit fournir tout l'équipement de protection individuelle, tous les outils, le matériel et les services nécessaires pour exécuter les tâches et les activités requises pour l'entretien, l'entretien courant et les réparations du matériel énuméré dans la partie 3 – Inventaire du matériel.

1.6.1.3 Matières consommables

- 1) L'Entrepreneur doit fournir toutes les matières consommables nécessaires à l'entretien et à l'entretien courant du matériel énuméré dans la partie 2 – Exécution. Ces matières comprennent, entre autres, l'eau distillée, les voyants lumineux, les fusibles, les nettoyeurs et les ampoules.
- 2) Les composants de système utilisés pour réparer ou remplacer les composants existants doivent être des composants neufs homologués par les Laboratoires des assureurs du Canada (ULC) ou par l'Association canadienne de normalisation (CSA) et doivent être conformes aux dispositions pertinentes des codes, des normes, des règlements et des exigences énumérés dans l'article 1.2 – Codes, normes, règlements et exigences.

1.6.2 Calendrier

- 1.6.2.1 Les premiers essais et inspections doivent être effectués quinze (15) jours ouvrables après la date de début des travaux indiquée dans le présent énoncé de travail, et chaque essai successif devra être effectué aux intervalles suivants :
- a) mensuels;
 - b) trimestriels;
 - c) semestriels;
 - d) annuels, le cas échéant, soit le premier essai trimestriel.

1.6.3 Plan de gestion des déchets dangereux

1.6.3.1 Dispositions générales

- 1) L'Entrepreneur doit respecter la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* ainsi que les codes, les normes et les exigences provinciaux et territoriaux pertinents conformément à l'article 1.2 – Codes, normes, règlements et exigences, y compris les programmes locaux de gestion des déchets dangereux.
- 2) L'Entrepreneur doit effectuer une vérification des déchets dangereux afin de déterminer les déchets dangereux qui seront produits durant l'entretien, l'entretien courant ou les réparations effectués pendant la durée du contrat et rédiger un plan de gestion des déchets dangereux

dans le cadre du plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux conformément à l'article 1.3 – Documents à soumettre. La vérification des déchets dangereux doit comprendre des étapes concernant le rejet des eaux d'extinction d'incendie déchlorées en conformité avec les paragraphes 1.2.5 – Codes, normes, règlements et exigences relatifs à l'environnement et 1.3.4 – Plan de travail et séquence des opérations.

- 3) Tout le personnel affecté à l'exécution des travaux d'entretien doit être complètement renseigné sur le plan de gestion des déchets dangereux et sera tenu de s'y conformer dans tous les aspects du travail. Il incombe à l'Entrepreneur de faire respecter cette exigence. Le Responsable technique se réserve le droit d'exiger l'expulsion des lieux des personnes qui ne respectent pas les exigences du plan de gestion des déchets dangereux.

1.6.3.2 Calendrier des travaux

- 1) L'Entrepreneur doit coordonner les travaux d'enlèvement et d'élimination des déchets dangereux avec les autres activités menées sur les lieux afin d'assurer le déroulement ordonné des travaux.

1.6.3.3 Exécution des travaux

- 1) L'Entrepreneur doit placer les déchets dangereux générés par l'exécution des travaux et des tâches d'entretien requis par le présent contrat dans les conteneurs pour déchets dangereux fournis par le Canada. Les conteneurs seront entreposés sur les lieux dans un secteur désigné par le Responsable technique. L'Entrepreneur doit exécuter les travaux en conformité avec le plan de gestion des déchets dangereux.
- 2) Les déchets dangereux comprennent entre autres :
 - a) les antigels;
 - b) les batteries;
 - c) les détecteurs de fumée.

- 3) La manipulation des déchets dangereux doit s'effectuer en conformité avec les codes, les normes, les règlements et les exigences pertinents énumérés dans l'article 1.2 – Codes, normes, règlements et exigences.
- 4) L'Entrepreneur doit nettoyer la zone de travail au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- 5) À la fin des travaux, l'Entrepreneur doit enlever les outils et laisser les zones de travail propres et bien rangées.
- 6) Il faut protéger le matériel mécanique et électrique, les sous-systèmes et les systèmes contre tout risque d'endommagement ou de blocage.

1.6.3.4 Santé et sécurité

- 1) Risques imprévus
 - a) En présence de conditions, de risques ou de facteurs imprévus qui influent sur la sécurité pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur a le droit d'observer la procédure mise en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et il doit en informer le Responsable technique immédiatement de vive voix et par écrit dans les vingt-quatre (24) heures.
- 2) Correction des cas de non-conformité par l'Entrepreneur
 - a) Remédier immédiatement aux cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité constatés par l'autorité compétente ou par le Responsable technique.
 - b) Remettre au Responsable technique un rapport écrit des mesures prises pour remédier aux cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité, comme indiqué dans l'article 1.3 – Documents à soumettre.
 - c) Le Responsable technique peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur ne remédie pas aux cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.

3) Plan d'intervention en cas d'urgence

- a) L'Entrepreneur doit respecter le plan permanent d'intervention en cas d'urgence pour l'emplacement où les travaux sont exécutés.

1.6.4 Élimination des déchets

1.6.4.1 L'enfouissement de débris et de déchets par l'Entrepreneur est interdit.

1.6.4.2 Le rejet de déchets, de substances volatiles, d'essences minérales, de diluants à peinture ou de produits pétroliers dans des cours d'eau ou des égouts sanitaires ou pluviaux est interdit, comme indiqué dans le paragraphe 1.2.5 – Codes, normes, règlements et exigences relatifs à l'environnement.

1.6.4.3 L'eau générée par le lavage à contre-courant du système de gicleurs doit être rejetée en conformité avec les exigences municipales, provinciales et fédérales, comme indiqué dans le paragraphe 1.2.5 – Codes, normes, règlements et exigences relatifs à l'environnement.

1.6.4.4 Le rejet de l'eau générée par le lavage à contre-courant du système de gicleurs dans des cours d'eau ou des égouts sanitaires ou pluviaux est interdit sauf si la municipalité a approuvé le rejet dans les égouts sanitaires. Il pourrait être nécessaire de faire transporter ces déchets liquides par un transporteur certifié et de les éliminer dans une installation de traitement des eaux usées approuvée.

1.6.4.5 Déchloration des eaux d'extinction d'incendie

- 1) Le rejet des eaux d'extinction d'incendie, y compris l'eau potable utilisée pour les essais des pompes à incendie, dans les égouts pluviaux doit s'effectuer en conformité avec les éléments suivants :

- a) pour la Ville d'Ottawa, il faut remplir une demande de déversement et la soumettre au Programme de contrôle de l'utilisation des égouts de la Direction de la gestion des eaux usées à l'adresse SUP-PUE@ottawa.ca ou par télécopieur au 613-745-9197, accompagnée des résultats d'analyse d'un échantillon des eaux d'extinction d'incendie brutes (sans traitement additionnel comme la déchloration) du bâtiment où

l'essai de pompe à incendie est prévu. Le Canada fournira les résultats de l'analyse à l'Entrepreneur;

- b) la demande dûment remplie et les résultats d'analyse doivent être soumis au moins trente (30) jours avant la date du rejet prévu d'eaux d'extinction d'incendie.

2) Les eaux d'extinction d'incendie, y compris l'eau potable utilisée pour les essais des pompes à incendie, doivent être déchlorées à l'aide de matériel de déchloration de façon à obtenir des eaux de la qualité suivante avant de les déverser dans les égouts pluviaux.

- a) Composés chlorés réactifs (ou chlore résiduel total) : 0,005 milligramme par litre (mg/L).
- b) Les eaux d'extinction d'incendie rejetées doivent faire l'objet d'un essai colorimétrique ou d'un essai avec un instrument capable de mesurer le chlore résiduel total à des concentrations minimales de 0 à 3,0 mg/L. Un taux acceptable de chlore résiduel total pour le rejet serait inférieur à 0,005 mg/L, ou 0 mg/L selon la sensibilité de l'instrument.
- c) Les agents de déchloration des eaux d'extinction d'incendie doivent être exempts d'ingrédients nuisibles ou toxiques pour l'environnement aquatique.
- d) Le processus de déchloration doit faire partie de la vérification des déchets dangereux effectuée par l'Entrepreneur et doit être inclus dans le plan de mise en œuvre établi pour l'emplacement et les travaux décrit dans le paragraphe 1.3.2.
- e) Les résultats des essais de déchloration annuels doivent figurer dans le rapport annuel prévu à l'alinéa 1.3.9.2. – Rapport annuel.

1.6.4.6 Sauf indication contraire, les matériaux qui doivent être enlevés deviennent la propriété de l'Entrepreneur.

1.7 Restrictions visant les travaux

1.7.1 Utilisation des lieux et des installations

1.7.1.1 Il faut effectuer les travaux en perturbant le moins possible l'exploitation normale des lieux. Des ententes doivent être prises avec le Responsable technique pour faciliter l'exécution des travaux.

1.7.1.2 L'Entrepreneur doit maintenir les mesures de sécurité établies par l'installation existante et approuvées par le Responsable technique.

1.7.2 Maintien des services existants

1.7.2.1 L'Entrepreneur doit fournir les éléments suivants pour maintenir les services existants du bâtiment :

- 1) les accès nécessaires pour le personnel, les piétons et les véhicules;
- 2) les services d'un signaleur aux endroits où les travaux nuisent à la circulation;
- 3) les barrières de sécurité, les panneaux de signalisation et les mesures nécessaires pour que les accès et les services du bâtiment puissent continuer à être utilisés;
- 4) lorsque la sécurité du bâtiment est réduite en raison des travaux, l'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures temporaires nécessaires pour assurer le maintien de la sécurité, par exemple, affecter une ou plusieurs personnes à la surveillance des personnes qui pénètrent dans le bâtiment.

1.7.3 Interruption des services du bâtiment

1.7.3.1 L'Entrepreneur doit aviser le Responsable technique quinze (15) jours ouvrables avant l'interruption prévue des services et obtenir les autorisations écrites requises avant le début des travaux.

PARTIE 2 EXÉCUTION

2.1 Dispositions générales

2.1.1 Performance

- 2.1.1.1 Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec les codes du bâtiment, de la prévention des incendies et de l'électricité fédéraux et provinciaux pertinents indiqués dans l'article 1.2 – Codes, normes, règlements et exigences.
- 2.1.1.2 L'Entrepreneur doit exécuter les travaux consciencieusement et selon les règles de l'art.
- 2.1.1.3 Chaque composant, sous-système, système et système intégré se rapportant aux systèmes d'alarme incendie, de protection incendie et de sécurité des personnes indiqués dans la partie 2 – Exécution doivent faire l'objet de vérifications, d'inspections et d'essais conformément aux codes, aux normes, aux règlements et aux exigences pertinents indiqués dans l'article 1.2.

2.1.2 Calendrier et planification

2.1.2.1 Stratégie de mise en œuvre de l'entretien

- 1) L'Entrepreneur doit examiner soigneusement avec le Responsable technique la stratégie de mise en œuvre et la planification de l'entretien. L'Entrepreneur doit fournir au Responsable technique un calendrier détaillé pour la stratégie de mise en œuvre de l'entretien en conformité avec l'article 1.3 – Documents à soumettre.

2.1.2.2 Inspections, vérifications et essais

- 1) Les inspections, vérifications et essais quotidiens et hebdomadaires seront effectués par des tiers sauf s'ils coïncident avec des inspections, des vérifications ou des essais mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels prévus.

- 2) Les inspections, vérifications et essais mensuels doivent comprendre les inspections, vérifications et essais quotidiens et hebdomadaires.
- 3) Les inspections, vérifications et essais trimestriels doivent comprendre les inspections, vérifications et essais quotidiens, hebdomadaires et mensuels.
- 4) Les inspections, vérifications et essais semestriels doivent comprendre les inspections, vérifications et essais quotidiens, hebdomadaires, mensuels et trimestriels.
- 5) Les inspections, vérifications et essais annuels doivent comprendre les inspections, vérifications et essais quotidiens, hebdomadaires, mensuels, trimestriels et semestriels.
- 6) Les inspections, les essais et l'entretien aux deux (2) ans doivent être effectués de concert avec l'essai annuel.
- 7) Les inspections, les essais et l'entretien aux trois (3) ans doivent être effectués de concert avec l'essai annuel.
- 8) Les inspections, les essais et l'entretien aux cinq (5) ans doivent être effectués de concert avec l'essai annuel.
- 9) Inspections, essais et entretien aux douze (12) ans
 - a) Les inspections, les essais et l'entretien aux douze (12) ans doivent être effectués de concert avec l'essai annuel.
 - b) Le coût de ces essais, le cas échéant, n'est pas inclus dans le contrat et devra être assumé par le Canada.
- 10) Inspections, essais et entretien aux quinze (15) ans
 - a) Les inspections, les essais et l'entretien aux quinze (15) ans doivent être effectués de concert avec l'essai annuel.
 - b) Le coût de ces essais, le cas échéant, n'est pas inclus dans le contrat et devra être assumé par le Canada.
- 11) Inspections, essais et entretien aux vingt (20) ans
 - a) Les inspections, les essais et l'entretien aux vingt (20) ans doivent être effectués de concert avec l'essai annuel.

b) Le coût de ces essais, le cas échéant, n'est pas inclus dans le contrat et devra être assumé par le Canada.

- 12) Inspections, essais et entretien aux cinquante (50) ans
- a) Les inspections, les essais et l'entretien aux cinquante (50) ans doivent être effectués de concert avec l'essai annuel.
 - b) Le coût de ces essais, le cas échéant, n'est pas inclus dans le contrat et devra être assumé par le Canada.

2.1.3 Tâches de clôture de l'inspection

2.1.3.1 L'Entrepreneur doit rétablir les systèmes énumérés dans la partie 3 – Inventaire du matériel à l'état de fonctionnement consigné avant le début des vérifications, des inspections et des essais prévus, compris dans le présent contrat.

2.1.3.2 Situations normales

- 1) À la fin de l'essai, il faut vérifier les points suivants :
- a) le voyant de l'alimentation principale est allumé;
 - b) le signal/indicateur de dérangement est éteint;
 - c) le tableau de commande est verrouillé;
 - d) le coffret du disjoncteur de l'alimentation c.a. (le cas échéant) est verrouillé;
 - e) tous les composants du système, y compris les dispositifs accessoires et auxiliaires, sont réarmés ou retournés au mode d'attente normal;
 - f) le service d'incendie approprié et le poste de surveillance à distance sont informés que les travaux entrepris dans le cadre du présent contrat ont été réalisés.

2.1.3.3 Situations anormales

- 1) L'Entrepreneur doit rétablir les systèmes indiqués dans la partie 3 – Inventaire du matériel à l'état de fonctionnement consigné avant le début des vérifications, des inspections et des essais prévus, compris dans le présent contrat.

2.1.4 Personnel sur les lieux

2.1.4.1 Travaux d'électricité

- 1) Les travaux d'électricité doivent être effectués par des électriciens accrédités en conformité avec l'article 1.1.2 – Personnes.

2.1.4.2 Personnel requis mensuellement

- 1) Le nombre minimum d'employés qualifiés selon l'article 1.1.2 – Personnes requis sur les lieux durant les inspections, les vérifications et les essais est le suivant :
 - a) un (1) technicien en alarme incendie accrédité par l'Association canadienne d'alarme-incendie (ACAI) ou par l'Electrical Contractor's Association of Ontario (ECAO) doit être présent pour l'exécution des travaux reliés à l'alarme incendie;
 - b) un (1) technicien en systèmes de gicleurs accrédité par la Canadian Automatic Sprinkler Association (CASA) doit être présent pour l'exécution des travaux reliés aux gicleurs et aux canalisations.
- 2) Au moins deux (2) employés compétents doivent être présents pour les inspections mensuelles. L'un peut posséder une double formation.

2.1.4.3 Personnel requis pour les inspections trimestrielles

- 1) Le personnel requis pour les inspections mensuelles est requis pour l'inspection trimestrielle.

2.1.4.4 Personnel requis pour les inspections semestrielles

- 1) Le personnel requis pour les inspections mensuelles est requis pour l'inspection semestrielle.
- 2) Les autres personnes compétentes ou services pertinents pour les essais et travaux annuels décrits dans le présent énoncé de travail et définis dans l'article 1.1 – Définitions.

2.1.4.5 Personnel requis pour les inspections annuelles

- 1) Le personnel requis pour les inspections mensuelles est requis pour l'inspection annuelle.
- 2) En plus du personnel requis pour les inspections mensuelles, le personnel suivant doit être présent :
 - a) un (1) technicien en alarme incendie accrédité supplémentaire doit être présent pour l'exécution des travaux reliés au système d'alarme incendie;
 - b) un (1) technicien en systèmes de gicleurs accrédité supplémentaire doit être présent pour les essais de la pompe à incendie et l'exécution d'autres travaux connexes;
 - c) un (1) technicien en dispositifs antirefoulement accrédité doit être présent pour les inspections, les vérifications et les essais des dispositifs antirefoulement et l'exécution de travaux connexes.
 - d) Les autres techniciens ou services pertinents pour les essais et les travaux annuels indiqués dans le présent énoncé de travail.

2.1.4.6 Exigences supplémentaires

- 1) Les vérifications, les inspections, les essais, l'entretien et le service doivent comprendre, entre autres, les travaux supplémentaires exigés énumérés dans les sections suivantes et doivent comporter toutes les procédures de vérification et d'essai recommandées par le fabricant.

2.2 Systèmes d'alarme incendie – avec ou sans système de communication vocale d'urgence

2.2.1 Performance

- 2.2.1.1 Chaque composant, sous-système, système et système intégré se rapportant aux systèmes d'alarme incendie, de protection incendie et de sécurité des personnes indiqués dans la partie 2 – Exécution doivent faire l'objet de vérifications, d'inspections et d'essais conformément aux codes, aux normes, aux règlements et aux exigences pertinents indiqués dans l'article 1.2.

2.2.2 Exigences supplémentaires

2.2.2.1 Exigences mensuelles

1) Batteries et chargeurs de batteries

a) Les paramètres opérationnels de l'essai des batteries du système doivent comprendre ce qui suit :

- i) il faut mesurer la tension nominale de la batterie avant le début de l'essai et également à la fin. Les lectures doivent indiquer la pleine tension nominale avant l'essai et la tension indiquée à la fin de l'essai ne doit pas être inférieure à 85 % de la tension nominale de la batterie; il faut consigner les résultats dans le rapport;
- ii) pendant cet essai, le système ne doit en aucun cas être laissé sans surveillance.

2.3 Système de protection incendie sous eau

2.3.1 Performance

2.3.1.1 Chaque composant, sous-système, système et système intégré se rapportant aux systèmes d'alarme incendie, de protection incendie et de sécurité des personnes indiqués dans la partie 2 – Exécution doivent faire l'objet de vérifications, d'inspections et d'essais conformément aux codes, aux normes, aux règlements et aux exigences pertinents indiqués dans l'article 1.2.

2.3.2 Exigences annuelles supplémentaires

2.3.2.1 Systèmes de gicleurs sous air et à préaction

- 1) Un essai de déclenchement complet des systèmes de gicleur sous air et à préaction doit être effectué tous les ans.

2.3.2.2 Pompes à incendie

- 1) Déchloration des eaux d'extinction d'incendie

- a) L'eau potable utilisée pour les essais des pompes à incendie doit être déchlorée à l'aide du matériel nécessaire avant d'être déversée dans les égouts pluviaux, conformément au paragraphe 1.6.4 – Élimination des déchets.

2.4 Appareils d'éclairage de secours à batterie

2.4.1 Performance

- 2.4.1.1 Les composants, sous-systèmes, systèmes et systèmes intégrés qui composent les appareils d'éclairage de secours à batterie indiqués dans la partie 2 – Exécution, doivent faire l'objet de vérifications, d'inspections et d'essais une fois par année au cours de chaque année du contrat.

2.4.2 Exigences supplémentaires

2.4.2.1 Exigences annuelles

- 1) Les appareils autonomes d'éclairage de secours et les indicateurs lumineux de sortie doivent être débranchés de l'alimentation électrique (c.a.) normale et mis à l'essai pendant une période de temps définie dans les codes, les normes, les règlements et les exigences pertinents indiqués dans l'article 1.2.
- 2) L'Entrepreneur doit faire les vérifications suivantes :
 - a) vérifier la tension de la batterie avant le débranchement de l'alimentation de 120 V c.a.;
 - b) vérifier la tension de la batterie après le débranchement de l'alimentation de 120 V c.a. et s'assurer du passage à une alimentation de tension en c.c. (selon le cas);
 - c) vérifier la commutation appropriée de l'alimentation normale à l'alimentation de secours (batterie) et s'assurer que tous les projecteurs fonctionnent bien et sont orientés pour fournir un éclairage adéquat dans la zone prévue;
 - d) vérifier la tension aux bornes de la batterie à la fin de l'essai, mais avant le rétablissement de l'alimentation normale, et inscrire les résultats dans le rapport;

- e) vérifier le rétablissement de la tension de 120 V c.a. à l'appareil et la commutation appropriée de l'alimentation de tension c.c.;
- f) si l'Entrepreneur constate que la tension de la batterie est inférieure à 85 % de sa tension nominale, il doit en aviser immédiatement par écrit le Responsable technique.

PARTIE 3 INVENTAIRE DU MATÉRIEL

3.1 Dispositions générales

3.1.1 Inventaire

- 3.1.1.1 Ceci est une liste du nombre minimal de composants compris dans le présent contrat. Veuillez noter que l'inventaire est réputé être aussi exact que possible.

3.2 Base Uplands

3.2.1 Renseignements sur l'emplacement

Nom du bâtiment	BFC Uplands
Adresse municipale	Promenade Canadair
Ville	Ottawa (Ontario)
Code postal	K1A 0S5

3.2.2 Hangar n° 11

Adresse municipale	Rue Leckie
--------------------	------------

3.2.2.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie – Quickstart de Edwards

Détecteurs thermovélocimétriques	109
Avertisseurs manuels d'incendie	19
Détecteurs thermostatiques	77
Timbres	17
Résistances d'extrémité de ligne	15

3.2.2.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs	18
Projecteurs à distance	50

3.2.2.3 Système de protection incendie sous eau

25/07/2012

Page 36 de 44

Armoires d'incendie	9
Raccord pompier	1

3.2.3 Hangar n° 14

Adresse municipale	Promenade Convoir
--------------------	-------------------

3.2.3.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Tableau d'alarme incendie	EST 3 de Edwards
Avertisseurs manuels d'incendie	15
Détecteurs de fumée	6
Détecteurs thermovélocimétriques	13
Avertisseurs sonores	14
Résistances d'extrémité de ligne	62

3.2.3.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs	24
Projecteurs	60

3.2.3.3 Système de protection incendie sous eau

Contacts anti-sabotage	20
Contacteurs de débit	13
Pressostats	4
Armoires d'incendie	8

3.2.4 Hangar n° 16

Adresse municipale	Promenade Canadair
--------------------	--------------------

3.2.4.1 Tableau d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Tableau d'alarme incendie	EST-3 de Edwards
Détecteurs de fumée	43
Détecteurs thermovélocimétriques	46
Avertisseurs manuels d'incendie	12
Klaxons	15
Avertisseurs visuels	7
Klaxons stroboscopes	2
Résistances d'extrémité de ligne	10
Détecteurs thermostatiques non-réarmables	2

3.2.4.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs	5
Projecteurs à distance	53

3.2.4.3 Système de protection incendie sous eau

Contacts anti-sabotage	2
Pressostats	2
Cabinets pour gicleurs	4

3.2.5 Bâtiment n° 337 – Église

Adresse municipale	Promenade De Niverville
--------------------	-------------------------

3.2.5.1 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Appareils d'éclairage de secours à batterie	5
---	---

3.2.5.2 Système de protection incendie sous eau

Armoire d'incendie	1
Projecteurs à distance	16

3.2.6 Bâtiment n° 346

25/07/2012

Page 38 de 44

Adresse municipale	346, promenade Canadair
--------------------	-------------------------

3.2.6.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Tableau d'alarme incendie	Système QuickStart EST
Numéro de série	9800051
Détecteurs de fumée	49
Détecteurs thermovélocimétriques	51
Avertisseurs manuels d'incendie	16
Klaxons	12
Détecteur thermostatique non-réarmable	1
Détecteur thermostatique réarmable	1
Résistances d'extrémité de ligne	6

3.2.6.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs de secours	9
Panneaux SORTIE ou EXIT	10
Projecteurs à distance	37

3.2.6.3 Système de protection incendie sous eau

Armoire d'incendie	6
--------------------	---

3.2.7 Bâtiment n° 347

Adresse municipale	260, rue Croil
--------------------	----------------

3.2.7.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Tableau d'alarme incendie	Quickstart de Edwards
Détecteurs de fumée	66
Avertisseurs manuels d'incendie	6
Détecteurs thermovélocimétriques	16

25/07/2012

Page 39 de 44

Klaxons	20
Détecteurs de fumée en conduit	2
Détecteurs de chaleur	15
Timbres	2
Résistances d'extrémité de ligne	3
Avertisseurs d'incendie	5
FDL	2

3.2.7.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs	6
Projecteurs à distance	14
Accumulateurs de secours 12 V, 216 W	5
Accumulateurs de secours 12 V, 150 W	1
Accumulateurs de secours 12 V, 100 W	1
Accumulateurs de secours 6 V, 72 W	2
Accumulateurs de secours 6 V, 72 W	1

3.2.7.3 Système de protection incendie sous eau

Armoires d'incendie	3
---------------------	---

3.2.8 Bâtiment n° 351 – Décharge de bombe

Adresse municipale	Chemin Ammo Compound
--------------------	----------------------

3.2.8.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Tableau d'alarme incendie	Modèle 3002T de la série PFC de marque Potter
Avertisseurs manuels d'incendie	2
Klaxons	3
Résistances d'extrémité de ligne	2

3.2.9 Bâtiment n° 368

Adresse municipale	Chemin McGill
--------------------	---------------

25/07/2012

Page 40 de 44

3.2.9.1 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Projecteurs à distance Lumacell RG 72	2
---------------------------------------	---

3.2.10 Bâtiment n° 469

Adresse municipale	Promenade De Niverville
--------------------	-------------------------

3.2.10.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Tableau d'alarme incendie	Quickstart de Edwards
Avertisseurs manuels d'incendie	7
Détecteurs de chaleur	9
Détecteurs de fumée	33
Timbres	20
Détecteur de fumée en conduit	1
Résistances d'extrémité de ligne	2

3.2.10.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Appareil d'éclairage de secours à batterie	1
--	---

3.2.11 Bâtiment n° 471 – Centre familial de ressources

Adresse municipale	330, rue Coil
--------------------	---------------

3.2.11.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Tableau d'alarme incendie	EST de Edwards
Détecteurs de fumée	54
Avertisseurs manuels d'incendie	9
Timbres	17
Détecteurs thermovélocimétriques	4

25/07/2012

Page 41 de 44

(réarmables)	
Détecteurs thermostatiques (non-réarmables)	5
Résistances d'extrémité de ligne	7

3.2.11.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs Lumacell	1
------------------------	---

3.2.12 Bâtiment n° 475

Adresse municipale	475, promenade Canadair
--------------------	-------------------------

3.2.12.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Tableau d'alarme incendie	Quickstart
Avertisseurs manuels d'incendie	7
Détecteurs de chaleur	8
Détecteurs de fumée	38
Timbres	10
Résistances d'extrémité de ligne	2
Résistances d'extrémité de ligne	2

3.2.12.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Éclairages de secours à batterie	5
Projecteurs de secours	10

3.2.12.3 Système de protection incendie sous eau

Contact anti-sabotage	1
Contacteur de débit	1
Pressostat	1
Armoires d'incendie	2

3.2.13 Bâtiment n° 512

Adresse municipale	512, promenade De Niverville
--------------------	------------------------------

3.2.13.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau incendie

Tableau incendie	ESA-2000 de Edwards
Avertisseurs manuels d'incendie	12
Détecteurs de fumée	37
Détecteurs de fumée en conduit	4
Timbres	25
Résistances d'extrémité de ligne	4
Détecteur thermovélocimétrique	1

a) Pompe régulatrice de pression de type jockey

Pompe régulatrice de pression de type jockey	1
Tension	110 V
Cheval-puissance	1/3

3.2.13.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs de secours	6
Projecteurs à distance	88

3.2.13.3 Système de protection incendie sous eau

Système sous eau	Viking H-2, 4 pouces
Armoires d'incendie	7
Contacteurs de débit des gicleurs	6
Contacts anti-sabotage des gicleurs	10
Pressostat	1
Canalisations des gicleurs	Un lot
Réservoir sous pression	1
Raccord pompier	1
Clapet de retenue	1

3.2.14 Bâtiment n° 553

Adresse municipale	704, promenade Bluenose
--------------------	-------------------------

3.2.14.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Klaxons/stroboscopes	4
Avertisseurs manuels d'incendie	2
Contacts anti-sabotage	3
FDL	4

3.2.14.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs 12 V, 100 W	2
---------------------------	---

3.2.15 Bâtiment n° 554

Adresse municipale	708, promenade Bluenose
--------------------	-------------------------

3.2.15.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Klaxons/stroboscopes	4
Avertisseurs manuels d'incendie	2
FDL	4
Contacts anti-sabotage	3
Contacteur de débit	1

3.2.15.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs 12 V, 100 W	2
---------------------------	---

3.2.16 Bâtiment n° 555

25/07/2012

Page 44 de 44

Adresse municipale	720, promenade Bluenose
--------------------	-------------------------

3.2.16.1 Système d'alarme incendie du bâtiment de base

1) Tableau d'alarme incendie

Tableau GE Fireshield Plus	1
Tableau Mircom FA-1025T	1
Détecteurs de fumée	9
Détecteurs thermovélocimétriques	3
Timbres	2
Klaxon/stroboscopes	7
Avertisseurs manuels d'incendie	8
Contacts anti-sabotage	2
Interrupteur basse pression	1
Contacteur de débit	1
FDL	6

3.2.16.2 Appareils autonomes d'éclairage de secours à batterie

Accumulateurs 6 V, 36 W	7
Accumulateurs 6 V, 30 W	1

Annex « E » - Forme D'estimation des Coûts Pour Travail Supplémentaire

Entrepreneur : _____

Date : _____

Description du travail:

(Veuillez joindre une feuille séparée s'il y a lieu)

Taux horaire selon le contrat				
I Coûts directs	Nbre d'heures	Technicien A.C.	Technicien en Gaz G2	Total
i Coût de la main-d'œuvre directe				
Main-d'œuvre pour travaux de réparation				
Main-d'œuvre pour appels d'urgence				
Autres coûts liés à la main-d'œuvre directe (veuillez préciser : _____)				
Coût total de la main-d'œuvre directe				\$ _____ (i)
ii Coût des matières directes*				
Pièces de remplacement				
Pièces de rechange				
Autres coûts liés aux matières directes (veuillez préciser : _____)				\$ _____ (ii)
Coût total des matières directes				
iii Autres coûts directs				
Autres coûts directs (veuillez préciser : _____)				
Total des autres coûts directs				\$ _____ (iii)
II Prix total				Total
Prix total (taxe sur les produits et services et taxe de vente harmonisée en sus) (i + ii + iii)				\$ _____

*Remarque : Les matériaux seront facturés à notre prix de revient plus une majoration conformément au barème de prix 2

Nom: _____

Signature: _____

(Veuillez imprimer)